

REFUS(GE)

Marina Damestoy

Janvier 2016

(En vue d'une version radiophonique les didascalies sont énoncées par la narratrice)

Personnages

N est la narratrice
Porteur d'arguments
Safia
Président
Amon
Yasmina
Guillaume
Premier Ministre
Ministre de l'intérieur
François, Secrétaire Général de l'ONU
Michèle
Présidente de séance
Procureur
Docteur
Mère d'Amon
Homme
Journaliste n°2, 3, 4 et 5
Général

Jamel (vidéo n°1)
Journaliste n°1(voix off)
Moustapha (Skype : vidéo n°2)

N - Tout commence avec les flammes. Les flammes ravageant le centre de détention de Vincennes.

Safia - Oui Claire ! Nous sommes devant l'entrée du centre de rétention administrative de Vincennes où un incendie provoqué par les « sans-papiers » incarcérés ravage en ce moment même le bâtiment. Il y a environ une heure, une manifestation de soutien à l'extérieur du centre a dégénéré en violents combats contre les forces de l'ordre. La police a dénombré une centaine d'émeutiers. On déplore deux morts. Le drame qui vient de se passer ici est absolument incroyable Claire ! Selon les témoins, Jamel Khaled, le chef de file des manifestants, marchait à la rencontre de son frère, le préfet de police Ahmed Khaled, qui sortait du centre de rétention en voiture. Un cocktail Molotov a atteint le préfet, le tuant sur le coup. Jamel Khaled, à proximité immédiate, a aussitôt été abattu par balles par les forces de l'ordre.

La situation reste ici très tendue, les CRS n'ayant pas encore repris le contrôle du centre. En revanche, les heurts à l'extérieur sont maintenant jugulés. On dénombre neuf blessés du côté des forces de l'ordre et dix-sept du côté des émeutiers.

Soixante-deux personnes sont actuellement en garde-à-vue.

N - Safia est reporter. Safia a trente et un ans. Elle est la fille d'un militant politique algérien, exilé en France en 1979. Son père a travaillé en tant que secrétaire de rédaction au journal *L'Humanité*. Déçu par sa destinée et ses idéaux défaits - c'est le moins que l'on puisse dire - il préféra s'aveugler dans l'alcool jusqu'au suicide. Sa mère, quant à elle - et on peut le comprendre - s'est donné la mort bien avant.

Safia croit aux valeurs républicaines, elle aime la politique, mais préfère la mettre au service de son métier et d'une dynamique de carrière. Elle a suivi une excellente formation de journaliste et s'est retrouvée, après quelques stages, embauchée à l'antenne sur France 2. Elle est pragmatique et raisonnée. Elle aime traiter de sujets sociaux comme les discriminations : biculturalisme, conflits intergénérationnels, les accès au logement, à l'emploi, liberté sexuelle... Mine de rien, elle en a fait son label.

Dix jours avant le drame de Vincennes, elle couvrait la sortie de l'ouvrage collectif *SANS, SANS, SANS*, coordonné par Jamel Khaled, à la tête du collectif Utopia, un regroupement d'associations luttant contre les discriminations faites aux «sans-papiers».

Extrait de cette interview :

Jamel - (*Vidéo n°1*) Ce gouvernement instrumentalise les politiques d'immigration en faveur d'une politique de communication, hélas très efficace, comme l'ont prouvé les dernières élections. Mais une partie de nos concitoyens se sont mobilisés à travers des réseaux ou des associations : Cimade, Migreurop, UCIJ, GISTI, Ligue des droits de l'homme, RESF, France terre d'asile, Forum réfugiés, Assfam et j'en passe. Grâce à eux, on enregistre régulièrement des victoires, en arrachant à l'administration des régularisations et en empêchant des expulsions. Le martèlement idéologique voudrait faire croire que ceux qui souhaitent une politique ouverte de l'immigration sont des naïfs, peu au fait de la réalité. Mais contrairement aux politiques, nous sommes des militants, des médiateurs, des juristes, des chercheurs et nous occupons le terrain !
Ce gouvernement instaure un programme xénophobe en

préférant les valeurs « Travail, Famille, Patrie » à celles de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

Au-delà du seul aspect « humaniste » ou simplement moral de ces questions, notre livre démontre que la politique d'immigration actuelle est contraire à l'intérêt de notre pays. Elle est inefficace et de surcroît très coûteuse pour les finances publiques. Entrer en résistance contre cette politique est un impératif de salubrité publique.

N - Safia est touchée par cet homme. Il lui plaît. C'est un avocat très actif au barreau et absolument mobilisé sur le front militant. Safia griffonne dans son carnet : « Les juristes ont pris la place des artistes en matière d'engagement politique ». J'aime bien l'idée.

Bilan de Vincennes, deux morts, Jamel Khaled et le préfet Ahmed Khaled, frères d'origine algérienne. Safia est sous le choc, tu n'imagines pas. Elle les connaissait l'un et l'autre. Cet été, elle avait même partagé un moment le toit d'Ahmed, en Corse, à l'issue d'une magnifique randonnée avec Amon.

Amon.

À vingt-sept ans, à l'occasion d'une interview, Safia rencontre Amon Doxiadis. D'origine grecque, il a alors vingt-neuf ans, est membre du PS et vient de quitter la direction de l'UNEF. Elle est sous le charme. Commence alors une liaison sérieuse, quoiqu'ils préfèrent habiter séparément. Ce qui n'est pas une mauvaise idée. Après avoir remporté les dernières élections, le chef d'état demande à Amon, alors dans l'opposition, de le rejoindre à l'Élysée. Avec ça, on ne plaisante pas ; ce dernier accepte. Safia est remuée, car si elle déteste le projet du président, elle espère qu'Amon pourra agir pour infléchir sa politique.

C'est pragmatique.

À la rédaction, encore tremblante, Safia s'adresse à sa supérieure :

Safia - Michèle, puis-je vous parler un instant ?

Michelle - Bien entendu, entre.

Safia - Merci !

Michelle - Comment te sens-tu ?

Safia - Secouée bien-sur, je les appréciais beaucoup.

Michelle - Oui, je sais. Je suis sincèrement désolée pour toi Safia. Dis-moi...

Safia - Ecoutez Michelle, je souhaite absolument couvrir les suites des événements de Vincennes.

Silence

Safia - Vous comprenez que ça me tient à coeur. Et puis je suis la meilleure sur ce genre de thème !

Michelle - ... Tu y excelles Safia.

Safia - Merci ! Voilà, je redoute que le gouvernement ne réplique exagérément en instrumentalisant cet incident. Le déséquilibre entre sa force de frappe médiatique et le travail de fond opéré par des centaines d'associations me pose problème.

Michelle - Alors ...

Safia - Attendez ! Ces initiatives bien réelles, cette politique de terrain restera muette si nous, journalistes, ne leur donnons pas la parole, vous le savez bien.

Michelle - Safia !...

Safia - Je n'aime pas ce que je pressens. La situation est grave. Il faut une information objective, en développant plus de sujets sur le travail associatif concernant les étrangers en situation irrégulière !

Michelle - Tu sais Safia, ça ressemblerait à une guerre menée contre la politique actuelle.

Safia - Mais, je ...

Michelle - Que proposes-tu ? Un sujet par jour ? Les téléspectateurs vont se lasser.

Safia - ça nous permettrait de proposer une information équilibrée.

Michelle - Mais ça ne marche pas comme ça.

Safia - Michèle, c'est notre devoir de donner la parole aux associations, avant que l'opinion ne se retourne contre elles et que la violence ne s'accroisse.

Michelle - Non, non. Écoute, tu es brillante mais là, comment te dire... Peut-être es-tu trop jeune pour comprendre pourquoi tu n'as pas intérêt à t'accrocher si fort à ce sujet-là.

Safia – Enfin ! C’est mon créneau et je le vis très bien depuis cinq ans, ici même.

Michelle – Oui, alors je vais te le présenter autrement. Tu manques de recul sur cette histoire. Tu dois penser à ta carrière et c’est un devoir pour moi de te le rappeler. Tu n’es pas sans savoir qui a mis le nouveau dirigeant à la tête de cette chaîne et tu comprends bien que tu as quelques intérêts à ménager étant donné ta relation avec Amon.

Safia – Michèle, vous ne pouvez pas...

Michelle – C’est juste une constatation.

Safia – Qui vous arrange, on dirait.

Michelle – Dois-je vraiment te protéger de toi-même?

Safia – Mais là n’est pas la question...

Michelle – Arrête de rêver et arrange-toi avec ça. Tu vas me faire un sujet sur Halloween. *(Choisir un « marronnier » relatif à la saison)*

(N –) *Et elle lève les yeux pour lui signifier de sortir.*

Argument N° 1 / Notre gouvernement a mis en place une politique efficace

Faux.

Actuellement, le quota d’expulsions est fixé à 30 000

personnes par an. Et là, je ne parle que pour l’hexagone. Avec Mayotte, on peut doubler ce chiffre. À ce rythme, il faudrait 15 ans pour expulser tous les « sans-papiers » déjà présents, sans compter les nouveaux arrivants.

Donc, vous en conviendrez, cette politique est sans fin.¹

N – Plus tard, dans la rue, devant la rédaction, Amon vient chercher Safia en voiture de fonction avec chauffeur pour l’amener à l’Opéra.

Safia – J’enrage !

Amon – Hé ! Bonjour, mon amour.

(N –) *Il lui tend un sac d’une boutique. Elle se déshabille dans la voiture, déballe sa nouvelle robe en la regardant à peine, la passe et lui donne un baiser.*

Safia –Dior ! Merci Amon !

Amon – J’ai reçu ton message, raconte-moi.

Safia – T’imagines ces deux frères mourant quasiment dans les bras l’un de l’autre. Jamel était un type bien... Quel gâchis.

Amon – J’appréciais beaucoup Ahmed. Je ne doute pas que ces deux hommes étaient à la hauteur l’un de l’autre.

Safia – Putain, ça va chauffer, non ?

Amon – Ne te mets pas dans un tel état Safia. Rappelle-toi

que l'objectivité est essentielle dans ton métier.

Safia – Ho ! ça va Monsieur le diplomate. Elle t'arrange bien toi, ton objectivité, tu peux la tordre dans tous les sens.

Amon – Amour, tu ne vas pas recommencer à me reprocher mon job ?

Safia – Mais qu'est-ce que tu y fais au juste ? Quand est-ce que tu agis vraiment ?

Amon – C'est ridicule. Enfin Safia ! Tu ne peux pas à ce point être sympathisante de toutes les causes perdues.

Safia – Causes perdues ? Je ne serai jamais le porte-voix du projet de ce gouvernement. Mais merde, je ne suis pas au boulot là ! C'est moi. Hey ! Tu sais la fille que tu as rencontrée, il y a trois ans... Quand tu avais encore des convictions et que tu m'aimais pour les miennes !

Amon – Tu es irrésistible !

Safia – Dis-moi que tu n'as pas changé.

Amon – Je fais ce que je peux.

Safia – ça va monter là, je le sens.

Silence

Safia – ça craint. Il prépare une déclaration publique ton boss, non ? Je t'en prie... il faut l'adoucir.

Silence

(N –) *Safia se poudre, met du rouge à lèvres.*

Safia – Et ce connard que vous nous avez refourgué comme patron... On ferme les yeux ? J'ai le droit de ne rien faire.

Amon – Mais je n'y suis pour rien, arrête de tout mélanger, ce n'est pas moi qui ai décidé.

Safia – Ben ! Voyons ! « Ce n'est pas ma faute ! » Imparable.

Silence

Amon – Safia, j'ai tenté de parler au président aujourd'hui. Ça n'a pas marché, je retente demain.

(N –) *Elle esquisse un sourire.*

À l'Opéra, dans une loge privée, amoureux, main dans la main, Amon lui offre une bague. Logique, efficace. Immenses et tendres sourires face aux promesses d'avenir. à l'issue du spectacle, ils rentrent tous deux chez lui. Jeux érotiques et manipulation.
Quoi d'autre ?

Enterrement des deux frères Khaled. Safia est sur place, mais sans les caméras, en retrait pour ne pas provoquer d'amalgame. On y voit une myriade de journalistes, les militants aux côtés de la famille et son amie Yasmina. Une grande émotion est palpable, l'appréhension aussi.

Yasmina. J'explique, je suis là pour ça.
Yasmina a l'âge d'Amon. C'est la meilleure amie de Safia, un peu comme une grande soeur. Son père est arrivé

d'Algérie au début des années 1970 et s'est ensuite marié à une Bretonne. Ça arrive plus que l'on croit. Yasmina est avocate, célibataire et sans enfant. Elle est actuellement à la tête d'Emmaüs France et de la DOFA, un organisme regroupant 32 fédérations associatives à buts culturels et humanitaires. Pas mal, n'est-ce pas ?

Pendant ce temps, pendant la cérémonie d'enterrement, Amon est au travail, en clôture de réunion.

Président – Messieurs, ça sera tout pour aujourd'hui.

(N –) *Un attroupement se fait autour du président.*

Ministre de l'Intérieur – J'ai ici une requête de M. Roche, émanant du Medef, il faut absolument que vous y jetiez un oeil.

Amon – Monsieur le Président, pourrais-je vous parler un instant du sort réservé aux associations impliquées dans l'incendie de Vincennes ?

Président – Ha ! Oui ! Vous faites bien de me les rappeler. Je vais leur régler leur compte, ça ne va pas faire un pli.

(N –) *Il change de registre, il met la main sur l'épaule d'Amon.*

Président – Dites-moi Amon, je veux clouer le bec de ces porcs de la volaille. Où en êtes-vous des notes compromettant l'action de Bourgueil ? Je les attends avec impatience, vous n'êtes pas sans le savoir.

N – Sans attendre de réponse, le président se tourne vers Guillaume Delmas. Guillaume est le secrétaire Général de

l'Elysée, mais on en saura plus sur lui en temps utile, rien ne presse.

Salle polyvalente en banlieue nord, nous sommes le soir.

Safia – La vache ! J'ai pris cher.

Yasmina – Il est temps que je t'exfiltre de là ! Viens ! On va boire un coup en face.

Rires

En même temps, venir à une assemblée générale, comme ça, sans bien leur donner ton statut, ça entraîne ce genre de réactions.

Safia – Je n'ai vraiment rien su répondre, je n'en reviens pas !

Yasmina – ça arrive. Le collectif Utopia compte quelques durs et ils ont vu en toi la journaliste et non la militante.

Safia – Alors que c'est la première fois que je laissais ma profession aux vestiaires. Tu vois, plus de carapace, du coup ça y va, ça attaque.

Yasmina – Mais non, au début ça allait très bien, tu t'es bien intégrée. C'est Moustapha... à partir du moment où il t'a prise à partie, c'était trop bon d'insister sur ta relation ambiguë vis-à-vis du pouvoir.

Safia – On n'y échappe pas !

Yasmina – Allez ! Je nous commande un verre.

Safia - Tu sais combien je place mes espoirs dans l'action d'Amon auprès du président.

Yasmina - Oui, ce ne doit pas être simple.

Safia - D'autant plus que je me sens relativement impuissante. Je suis coincée dans l'attente de ce qu'il me promet de faire. Ce n'est pas très sain.

Yasmina - N'y pense plus.

N - À la rédaction, dans une bonne ambiance, Safia monte un sujet à propos des *courses pour la fête d'Halloween*. Calme, intégrée, aimable.

Argument N°2 / Notre pays mène une politique humaniste

Faux.

Les actions de solidarité peuvent être requalifiées en délits.

Eh oui ! En 2013 l'article L622-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile a été annulé. Il disait en substance : « Toute personne qui aura, par aide directe ou indirecte, facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irrégulier d'un étranger en France sera punie d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 30 000 euros ».

En dépit de cette modification législative, un hébergeur peut encore être accusé d'infraction pour "l'aide au séjour irrégulier des étrangers"²

Le délit de solidarité s'applique aussi lorsque l'on prête son chargeur de portable ou que l'on stoppe sa voiture sur un campement à Calais... je te le jure ! Et figures toi que ça peut s'accompagner d'incitations à la délation pouvant aller jusqu'à faire pression sur les employés du service public : Pôle emploi, CAF, Caisse d'assurance maladie, etc.

N - Le week-end suivant, Safia et Amon sont à la campagne, seuls, dans la maison d'un ami.

Comme on le fait, câlins sur le canapé près du feu. Un peu plus tard, Safia allume la télévision pour écouter l'allocution en direct du Président. Cette peur-là. Très agitée, elle se blottit dans les bras d'Amon.

Président - Mes chers compatriotes, vous m'avez élu pour permettre à notre pays de sortir des désastreuses politiques d'immigration qui ont eu cours jusqu'à présent.

Il y a de cela une semaine, un drame s'est produit au centre de rétention administrative de Vincennes. Notre préfet de police a été mortellement frappé à cause du chef de file d'une association ultra-radical soutenant les « sans-papiers ».

Étant donné le caractère particulièrement grave de ces faits, qui ont pris comme cible le symbole même de l'ordre républicain, cette association a été dissoute par décret en conseil des ministres, ainsi que neuf autres du même acabit. Et j'entends que les responsables connaissent toute la rigueur de la loi.

Ces individus contribuent à attirer ici des hordes de pauvres immigrés qui risquent leur vie pour un mirage. J'ajoute qu'à ne jamais rien résoudre dans un contexte de

crise économique et sociale, on court à terme le danger de faire exploser la Nation.

J'ai donc demandé au gouvernement de mettre en oeuvre deux décisions que j'ai prises, qui permettront à notre pays de se réconcilier avec lui-même et d'assurer sa stabilité.

La première est un doublement des quotas d'expulsion dès cette année, assorti d'un renforcement de notre politique de co-développement.

La seconde mesure, qui sera soumise à l'Assemblée, vise à combattre l'encouragement aux séjours illégaux sous toute forme que ce soit.

Il faut endiguer ce grave problème. Ce n'est pas aider ces gens que de leur laisser croire qu'une situation favorable pourra leur être prodiguée en France. Ce ne sera pas le cas. À eux de le comprendre et de prendre leurs responsabilités. Toute violation de cette mesure sera réprimée sans faiblesse afin de montrer l'exemple non seulement à nos compatriotes, mais au monde entier, dans un souci de cohérence, de clarté et d'efficacité.

Sera au contraire considéré comme acte patriotique tout soutien ou toute indication donnée aux forces de l'ordre qui permettra d'identifier les coupables et de les mettre hors d'état de nuire.

Telle est ma politique et jamais, tant que je serai à cette place, on ne verra les délinquants surpasser en droit les justes.

Voilà, chers compatriotes, ce que je voulais vous dire.

Bien sûr, nos frontières ne sont pas fermées. L'immigration « raisonnée » fonctionne bien et nous permet d'accueillir de nouveaux arrivants chaque année selon des critères précis et mutuellement bénéfiques.

La France reste une terre d'accueil. Elle ne peut recevoir toute la misère du monde, mais elle en prend sa part, voilà tout. Ces mots ne sont pas de moi, ce sont ceux de l'un de vos anciens dirigeants – loin d'être un ami – vous voyez mon ouverture d'esprit.

(N -) *Safia éteint la télévision.*

Silence.

Amon - Merde !

(N -) *Amon prend sa tête dans ses mains. Livides, ils ne se regardent pas. Les corps s'écartent, se séparent. Safia prend un livre et choisit de dormir seule. Grand froid – scène muette.*

Argument N°3 / On accueille toute la misère du monde !

C'est faux.

Le départ nécessite une somme d'argent importante. Du coup, la plupart des migrants sont issus de la classe moyenne.

59 % des étrangers non communautaires entrés sur le territoire sont diplômés. 40 % ont au moins le niveau bac + 2.

Et regardons les chiffres d'encore plus près. 80 % de l'immigration se fait du Nord vers le Sud. Les pays du

Nord n'accueillent que 20 % des flux migratoires mondiaux. Mais qu'est-ce qu'on en parle !

N – Dans un café, au petit matin, Safia retrouve Yasmina.

Safia – Vraiment, dissoudre des associations, ça raconte bien où en est la République. C'est quand même un précédent que l'on ne peut pas laisser passer. T'es d'accord !

Yasmina – C'est clair que liquider une partie du tissu associatif engagé dans le soutien humanitaire, c'est tenter une fois de plus de régler le réel sans le prendre en compte.

Safia – Et puis, proclamer que le délit de solidarité sera dorénavant passible de sanctions judiciaires : ils y vont fort !

Yasmina – « Défense de manifester pour la cause des étrangers et de leur prodiguer de l'aide ! » Le chef de l'état commence à montrer son vrai visage.

Safia – Il ne s'encombre même plus de tampons démocratiques. Et avec le nouveau programme d'expulsions... Mais il joue à quoi là ?

Yasmina – À la chasse à l'homme.

Safia – Il faut agir, on doit inventer quelque chose.

Yasmina – C'est bien beau, mais quoi ?

Safia – Je ne sais pas. Un nouveau mouvement social, très simple et fédérateur.

Yasmina – Et pourquoi pas un geste de désobéissance civile ?

Silence

Safia – Tu vois mes potes de la Canopée des cimes urbaines ?

Yasmina – Les architectes ? Oui ! Bien sûr.

Safia – Ils ont mis au point un kit technique ultra simple pour auto-construire des cabanes à partir de matériaux de récup... de quoi se loger gratuitement et très rapidement en mode camouflage.

Yasmina – Hein ! Hein !

Safia – Et bien, à partir de ça, on pourrait fabriquer des refuges dans les parties communes des immeubles.

Yasmina – Ouai ?

Safia – Y'aurait plus qu'à diffuser ce kit à des particuliers, des personnes comme toi et moi, qui choisiraient d'y dissimuler des étrangers en situation irrégulière.

Yasmina – *(Rire)* Ouai ! Pas mal ! Mais ça se verrait trop, non ?

Safia – Non ! Non ! Sur les toîts ça passe bien, par exemple. C'est cent pour cent récup' mais les matériaux intégrés permettent d'échapper à l'imagerie aérienne.

Yasmina – Ha ! Excellent !

Safia – Alors, il faut nous organiser.

Yasmina – Comment ça ?

Safia - Étant donné nos situations, je ne vois pas d'autre moyen que de passer, en partie, à la clandestinité.

Yasmina – Non, mais tu es sérieuse là ?

Safia – Ben oui !

Yasmina – Je rêve !

Safia – Ben quoi ?

Yasmina – OK, ces histoires nous embrouillent un peu, mais réalise que concrètement, nous sommes toutes deux plus fortes à l'endroit où nous sommes.

Safia – Yasmina, c'est kiffant ! On va faire ça ensemble. Enfin ! ça me semble crucial, non ?

Yasmina – Mais ...

Safia – Jamais plus je ne te demanderai quelque chose d'aussi important.

Yasmina – Safia, tu comprendras que ma priorité, c'est de stabiliser les financements publics pour les autres associations de ma fédération.

Safia – Mais ça n'a rien à voir !

Yasmina – Allez ! Tu n'as rien à faire aujourd'hui ? Faut que je file.

Safia – Mais après tout ce que l'on vient de se dire ? Non ! Tu ne peux pas me laisser. C'est là, il faut qu'on le fasse.

Yasmina – On ne va rien faire !

(N –) *SMS d'Amon. Elle le supprime sans l'ouvrir.*

Yasmina – C'était Amon ?

Safia – Je m'en fous. Il nous faut massivement orienter les occupants des campements, des squats et des hôtels sociaux vers des abris chez des particuliers volontaires.

Yasmina – Tu es en roue libre là !

Safia – Yasmina, l'état n'a pas le pouvoir de nous écarter de ce qui est juste.

Yasmina – Songe, Safia, à ton père et au mien. Ils sont morts ici, dans la haine et l'oubli, après avoir engagé leur vie dans une cause vaine.

Safia – La cause n'était pas vaine.

Yasmina – Ah ouais ? Qu'est devenue l'Algérie suite à l'indépendance, après tant d'efforts de leur part ? Elle n'en finit pas de se pendre avec une corde tressée de ses propres mains. Crois-tu vraiment que de beaux idéaux suivis d'actions musclées mènent quelque part ? Ton père est la preuve du contraire.

Safia – T'es dégueulasse !

Yasmina – Bon ! Rien qu'en étant enfant d'immigrés... c'est

déjà suffisamment compliqué d'être ci, alors ne cherche pas à nous faire payer encore plus cher notre différence.

Safia – Pff !

Yasmina – Et puis pense qu'en plus d'être maghrébines, nous sommes des femmes... Tu ne seras pas audible. Nous ne sommes toujours pas audibles, au cas où tu ne l'aurais pas remarqué.

Safia – Mais Yasmina, regarde le fondement de notre éducation d'ici et là-bas. Dans nos deux cultures et leurs deux religions, il y a l'amour du prochain et le secours aux nécessiteux...

Yasmina la coupe en s'esclaffant.

Safia – Tu trouves ça ridicule ?

Yasmina – Si les choses en sont là, qu'est-ce que j'y peux, moi ? Que je dise oui ou non ne changera rien. Et passer à la clandestinité encore moins. Je me vois mal agir contre la volonté d'un gouvernement élu par le peuple.

Safia – Rhoo ! L'argument ! ... Je ne te demande plus rien... Mais pour ma part, je passe à l'action. Il me reste un beau carnet d'adresses à activer.

Yasmina – Ne fais pas ça !

(N –) Coup de fil d'Amon. Safia raccroche, impassible.

Safia – Allez ! Quand je n'aurai plus de force, je m'arrêterai.

Yasmina – Le mieux est de ne pas commencer.

Safia – Vas-y, sauve-toi !

Yasmina – Merde ! À quoi tu joues là ? Tu veux tout foutre en l'air ?

Safia – ça suffit. On a déjà trop parlé.

Yasmina – Safia, tu vas desservir cette cause si tu t'acharnes comme ça. Et puis ça ne te ressemble pas du tout. Alors, maintenant tu arrêtes et tu reprends le chemin du boulot, le petit jeu de refaire le monde, il est dix heures du matin, tu le replies, on le referme, tu rappelles Amon et basta !

Safia – C'est ça ! Basta !

Yasmina – Mais tu pètes un plomb !

Argument N°4 / S'ils deviennent tous français, il n'y aura plus d'identité nationale

À votre avis ? C'est faux.

Il va falloir te positionner, tu n'aimes peut-être pas ça, mais tu n'y couperas pas. Et ne confondons-nous pas régularisation et naturalisation ?

La régularisation permet d'obtenir un titre de séjour de longue durée afin de participer à la vie de la cité et d'accéder aux droits et aux services publics. Elle ne permet pas d'accéder à la nationalité française... ni au vote, d'ailleurs, en dépit des promesses.

Quant à la notion d'identité nationale, elle ne saurait se

figer.

Contrairement à ce que l'on dit, ce concept assez récent se nourrit sans cesse du dynamisme et de la diversité d'un peuple.³

N - Le soir, en rentrant chez elle, Safia aperçoit la voiture d'Amon garée devant son immeuble.

Safia - Merde !

N - Elle rebrousse chemin, se réfugie dans un café pour attendre qu'il s'en aille. Le chauffeur l'aperçoit et appelle Amon sur son portable. Il la rejoint à sa table.

Amon - Mais pourquoi tu fuis comme ça ? ça va ?

Safia - Oui, oui, ça va.

Amon - Pourquoi tu as disparu ?

Safia - Je fais une pause.

Amon - Qu'est-ce qui ne va pas, Safia ?

Safia - Je vais bien. Je désire juste... J'ai besoin de silence Amon.

Amon - Je comprends, mais parle-moi. Regarde, je suis là, tu ne me laisses pas sur le carreau comme ça, ce n'est pas toi, ça. Allez, dis-moi ce qu'il t'arrive.

Safia - C'est la situation, je ne la supporte plus...

Amon - Amour !

Safia - Je suis furieuse. Est-ce que tu réalises que j'ai cherché à t'instrumentaliser. Je te promets qu'au fond je ne le souhaite pas. On mélange tout. Amour, carrière. On se plante, là.

Amon - J'entends, mais non, ce que l'on vit est beau. Prends-le comme une épreuve. Tout cela se surmonte.

Safia - Mais c'est quoi d'avoir à mêler ma vie intime avec la politique ? Je ne saurais même plus comment faire autrement. Et puis voilà, l'ayant fait, je constate notre impuissance pour modifier le cours des choses.

Amon - Tu es déçue. Ça c'est maintenant, mais tu verras, je suis convaincu que la situation politique va s'adoucir. Fais-moi confiance. Donne-moi ta main Safia.

Safia - Non, j'ai besoin de temps.

Amon - De temps...

Safia - Du temps de solitude.

N - Chez elle, Safia ressent le vertige de l'impasse qui n'a cessé de croître de jour en jour depuis l'incendie du centre de rétention. Quelque chose brûle en elle. La patience est rompue.

Safia - Je suis face à l'ordinateur, je capte le flux de paroles indignées, le cri mutique des témoins des rafles, des amis, des familles séparées ; mais chacun de nous reste isolé, bloqué dans son bocal. Le Gulf Stream est virtuel. Je suis

derrière l'écran froid, seul partenaire de fortune pour appeler à voix haute sous couvert d'anonymat.

Je rédige... Je place l'ensemble sur ma clef USB .

Je sors dans la rue.

Je prends le métro au hasard, ressorts, rentre dans un cybercafé, me connecte, anonyme, absolument.

J'arrose de mon message tous les forums de discussion, l'ensemble des réseaux sociaux.

Puis, je passe aux rédactions des radios, des quotidiens, des télévisions, du Net...

Il est deux heures dans cette boutique et je spamme.

Je spamme les réseaux alternatifs et les sites de précaires en tout genre.

Je jette cet appel dans toutes les boîtes aux lettres, jusqu'à l'épuisement.

N - D'ici partira cette nuit un cri et cet appel sera relayé de façon inespérée par des milliers de personnes.

Argument N°5 / La régularisation des « sans-papiers » entraînerait un appel d'air

Encore faux, j'en ai bien peur.

J'en veux pour preuve que les campagnes de régularisations massives en 2003 en Italie et 2005 en Espagne n'ont pas entraîné d'appel d'air. À l'inverse, une politique de régularisation permettra des allers et retours avec le pays d'origine. Et si l'on accorde aux migrants le droit de conserver des liens réels avec leur famille et leur pays, cela contribue à soutenir leur développement et à éventuellement pouvoir s'y réinstaller. Ce qui n'est pas une mauvaise idée.

N - Quatre jours plus tard, un homme se présente au commissariat du 11e arrondissement.

Homme - Je voudrais dénoncer la présence d'une famille de Maliens qui vient de s'installer dans le local à vélo de l'immeuble.

N - D'autres délations parviennent, s'additionnent, s'amoncellent. Alors les commissaires décrochent et préviennent leur préfet. Le phénomène s'accroît. Paranoïa, engueulades, on ne comprend pas. Ça se comprend !

Le jour suivant, devant l'accumulation, les préfets font remonter l'info. Quelque chose échappe, glisse, fuse et les crises de nerfs avec. L'esprit d'escalier. On se renvoie la patate chaude. Dans les commissariats jusque dans la haute administration, on échange à voix basse, chacun accusant son subordonné d'incompétence ou pire, de subversion.

Homme - Je n'ai rien fait !

N - Ni dit, ni su, ni vu !

Le préfet de police cherche finalement à joindre le ministre de l'Intérieur. Il se fait rabrouer. Tout cela est trop flou, on ne tient pas de responsable. On l'enjoint d'appeler lorsqu'il y aura matière.

Et la matière se livre d'elle-même. Un conseiller du Premier ministre frappe à la porte de son supérieur. Il l'informe qu'un appel à la désobéissance est diffusé en direct sur France-Inter.

Journaliste n°1- Le sondage d'hier confirme que le

durcissement des mesures à l'encontre des personnes solidaires des immigrés en situation irrégulière n'est pas toujours bien reçu par l'opinion publique. Des responsables politiques et religieux souhaitent prolonger le débat, des collectifs se forment et ouvrent des tribunes.

Un appel très concret, invitant à cacher les migrants aux yeux des autorités a particulièrement retenu notre attention. Emanant mystérieusement du Web, il y fait un extraordinaire buzz. Le voici.

N - Le Premier ministre prostré, redoutant la colère du Président, doit maintenant avertir son supérieur.

Premier ministre - Monsieur le Président, je ne vais pas prétendre que j'arrive à vous d'un pied léger. Au contraire, mais je me dois de porter à votre connaissance des faits préoccupants et je ne peux retarder davantage l'annonce de troubles sérieux à l'ordre public, qui doivent nous amener à prendre des mesures drastiques dont il convient que vous preniez l'initiative...

Président - Que de préambule ! C'est pénible. Peux-tu aller droit au but ?

Premier ministre - Voilà ! Ministère de l'Intérieur, ministère de l'Immigration, renseignements généraux, conseillers spéciaux, préfetures, nous avons retourné le problème dans tous les sens, dans tous les services, tentant de trouver une solution par nous-même, en vain. D'où la lenteur à laquelle ces informations vous parviennent.

Président - De quoi s'agit-il enfin !

Silence.

Premier ministre - On nous rapporte de toute part qu'un mouvement social d'envergure semble spontanément avoir pris place suite à un appel issu du Net et relayé très rapidement par la radio. Cet appel est anonyme, pas moyen de mettre la main sur l'auteur de ce problème.

Ministre de l'Intérieur - Ce que le Premier ministre essaye de vous dire... c'est qu'il n'y a plus un seul enfant « sans-papiers » dans les écoles, les campements de réfugiés se vident peu à peu, les hôtels sociaux remplis par nos services de régulation de l'immigration sont pratiquement déserts et plus un squat n'est habité par des clandestins.

Premier ministre - Et le phénomène semble gagner tout le pays.

Président - Qui est derrière tout cela ? Je veux un nom !

Ministre de l'Intérieur - On ne le sait pas. Celui qui a organisé cela n'a rien laissé qui le désigne. Aucun manifeste, aucune revendication, aucun porte-parole ou association ne déclare quoi que ce soit en son nom propre.

Premier ministre - Mais ça se propage à grande allure sur Internet et dans les médias.

Ministre de l'Intérieur - Enfin, c'est un peu plus compliqué que cela tout de même. Les étrangers ne disparaissent pas vraiment, ils sont cachés.

Premier ministre - La seule piste que nous ayons est de conclure qu'une désobéissance civile massive de citoyens et de certains fonctionnaires s'organise.

Ministre de l'Intérieur - Il semble que les particuliers relogent les familles de « sans-papiers » dans les parties communes des immeubles, leur construisent des abris de fortune sur les toits, dans les cours, les hangars à vélo, les caves, les appartements vides.

Premier ministre - Mais bien heureusement, d'un autre côté, dans les commissariats, les mairies, au sein de nos services sociaux, des citoyens prennent rendez-vous avec les autorités pour nous livrer des adresses, des noms et témoigner de ce qui se passe chez eux.

Président - Bien ! Des désobéissants donc ! Combien sont-ils à se foutre de nous ?

Ministre de l'Intérieur - Se foutre de vous ? Non ! Quand même...

Président - Allez ! Allez ! Dites !

Ministre de l'Intérieur - On ne peut pas bien savoir 3 000 peut-être ?

Président - ça fait combien d'étrangers cachés ça ? 10 000 ?
Et vous, à l'Intérieur, vous laissez faire ? L'ordre public, vous vous en foutez ?
Je vous ai déjà dit que je ne veux rien céder : ministres, fonctionnaires, religieux, gauchistes. Communication et fermeté !

On en appelle à la responsabilité civique en en remettant un coup sur la délation.

Amon ! Faites-moi passer ça gentiment aux médias.

Amon - Et si un regain humaniste, un sursaut face aux horreurs passées y était pour quelque chose ? Il faudrait être plus fin, peser les solutions, imaginer des scénarios alternatifs...

Président - Amon ! Vous aussi vous-vous foutez de moi ?
Bon ! Ecoutez-moi bien. La politique européenne nous aide, mais n'est pas suffisante. Alors, oui ! Nous allons les renvoyer chez eux. Renforcer les mesures sécuritaires, c'est une solution juste, conforme au droit, à la morale et surtout à l'intérêt national.

Premier Ministre - Oui !

Ministre de l'Intérieur - Tout à fait !

Président - Allez ! Que chacun de vous reprenne ces éléments de langage dans les médias. Il est temps de parler clair !

Amon - Et que dire aux instances religieuses ?

Président - Rhoo ! ... Que toute entrave au bon déroulement de notre programme sera punie. La logique spirituelle peut en amener certains sur des terrains glissants. Vous les contactez et vous leur dites, avec diplomatie, que je ne voudrais pas qu'ils se discréditent.

Amon - Et pour l'opposition ?

Président - À force de gesticulations sans projet, ils ne sont plus tellement audibles, si ?

Rires

Président - Bon, même si ça ne persiste que mollement, ne négligeons rien.

Vous négociez leur silence, Amon !

Faites-vous aider bien sûr. Vous allez très bien vous débrouiller.

Amon - Bien ! Monsieur le Président.

Président - Une idée pour les éléments de langage concernant les désobéissants ! L'appât du gain a perdu bien des hommes. Jouons cette carte-là ! Laissons entendre que les clandestins soudoient ces citoyens peu scrupuleux en contrepartie d'un abri. Du coup, vous me les fourrez en vrac : les hébergeurs avec les passeurs. Se faire payer contre un logement, c'est faire du trafic humain. Ce sont des mafieux qui se bâfrent sur la misère du monde. Mais nous sommes en mesure de stopper net l'ingéniosité malfaisante de ces marchands de malheur ! Allez, hop ! Exercice de retournement rhétorique ! Criminalisez-moi tout ça et balancez le tout harmonieusement dans les communiqués de presse et vos interventions médiatiques.

Ministre de l'intérieur - Monsieur le Président...

Président - Et en ce qui vous concerne, ne reparaissez pas devant moi sans avoir retrouvé l'auteur de cet appel. Sinon, je ne me contenterais pas de vous virer, ok ?
Je vous considérerais comme complice !

Amon - Je me charge du communiqué de presse ?

Président - Oui, sur le champ. Vous y rappellerez les sanctions encourues et y rajouterez une prime à la

dénonciation. Elle reste à discrétion, bien entendue.

N - Safia relève la tête. À la rédaction, une dépêche tombe. La sécheresse qui frappe depuis deux ans le Maghreb et le Moyen Orient a provoqué un vaste exode rural et une forte hausse du prix des aliments. L'Ouragan *Cassandra* vient de dévaster les côtes la nuit dernière, détruisant une bonne partie des habitats précaires. La population manifeste spontanément dans la rue de l'ensemble des grandes villes, on craint les émeutes.

Comme Safia le fuit, Amon vient la retrouver au travail.

Michèle - Safia ! Amon est là.

Safia - Ha ! Je ne peux absolument pas le voir maintenant Michelle ! Pourriez-vous lui dire que je le rappelle ?

Michèle - Il est vraiment là... derrière moi.

Safia - Je vois. Une seconde.

Elle le rejoint

Amon - Merci d'accepter de me voir, même dans le couloir. Je n'en peux plus, tu me manques.

Safia - Tout le monde nous regarde, Amon. Je me sens piégée là.

Amon - Les joies des open spaces et des cloisons vitrées.

Safia - C'est ça.

Amon - Tu portes encore cette bague, tu ne peux pas savoir comme ça me reconforte.

Safia - Ah oui ! Tiens !

N - Elle sourit, il s'approche, l'apprivoise. La diplomatie. Peu à peu elle baisse la garde puis cède. Ils s'embrassent. Et pourquoi pas. Ils semblent réconciliés lorsque, dans le déferlement continu des actualités diffusées sur les écrans, est énoncé le communiqué de presse issue de l'Élysée en réaction à la naissance d'un mouvement de désobéissance civile. Dans la foulée, on apprend aussi que 120 familles dissimulées ont d'ores et déjà été retrouvées à Paris grâce au soutien des citoyens. Elles ont été conduites au gymnase de l'école de police.

Amon - C'est invraisemblable ! J'aimerais savoir qui sont ces fous furieux qui ont lancé cette initiative.

Safia - Ah ! Ouai ?

Amon - Tu n'imagines pas les problèmes que ça nous pose.

Silence

Safia - Bon ! On va s'arrêter là. Ça tombe bien, les baies vitrées ne laissent pas transparaître le contenu des phrases. Tout le monde nous croit ensemble, c'est parfait. Amon, c'est terminé. C'est définitif.

Amon - Mais ?...

Safia - Voici mes raisons : je fais le choix de ma carrière, je n'en peux plus d'être affiliée au pouvoir par ton

intermédiaire. Je veux retrouver l'impartialité et le professionnalisme requis par ma fonction.

Amon - Je...

Safia - Ce n'est pas la peine d'en discuter. Salut !

Argument N°6 / N'accueillons que ceux qui nous sont utiles car sinon ils nous coûtent trop cher.

Non ! C'est Faux.

Les travailleurs étrangers sous contrat contribuent comme les autres travailleurs au financement des protections sociales : assurance-chômage, sécurité sociale, retraite, impôts et parfois même sans faire valoir leurs droits lorsqu'ils sont en situation irrégulière. On peut donc retourner l'argument de l'argent contre lui-même. Qu'on se le dise !

(N -) Safia rentre en contact par webcam avec Moustapha l'un des militants du collectif Utopia, celui-là même qui l'avait agressé verbalement lors de l'assemblée générale. (Vidéo n°2)

Safia - Je veux aller plus loin Moustapha ! Comment aider ces cent-vingt familles enfermées dans le gymnase de l'école de police ? Il faut un acte fort, répondre à la violence par la violence pour s'exposer et élargir le mouvement.

Moustapha - Tu t'imagines bien que le collectif Utopia ne va pas rester sans rien faire, mais toi, tu as joué trop gros. Je pense qu'il faut que tu restes discrète pour le moment.

Safia – Je ne peux plus rester discrète ! Il faut au contraire compter sur ma popularité.

Moustapha – Tu ne trouves pas que tu en as déjà assez fait ?

Safia – Je pourrai...

Moustapha – Nous allons manifester et probablement nous battre devant le gymnase afin de faire un tel tapage que les régularisations deviendront peut-être envisageables. Mais si tu viens avec nous, ça ne sera dans l'intérêt de personne.

Safia – Je veux venir, je n'ai qu'à rester masquée, si c'est ça qui te pose problème.

Moustapha – Et la garde-à-vue, tu y penses ? Non, il faut être efficace. Je crois que tu as mieux à faire en préparant le communiqué de presse par exemple et en croisant ton carnet d'adresses médias au nôtre. Ça, ce serait précieux !

Safia – Et tu me reprochais de ne pas prendre parti... c'est toi qui recules, là.

Moustapha – Safia ! Le recul, c'est toi qui dois le prendre.

Safia – Pff ! C'est pas possible !

Silence

Safia – Bon, ok ! Être efficace.

Moustapha – Oui ! Tu te mets au communiqué de presse pour appeler à manifester ?

Safia – D'accord.

N – Manifestation devant l'école de police. On retrouve quelques visages de militants aperçus lors de l'enterrement des frères Khaled et de la réunion au collectif Utopia. Une jeune femme, casque de moto sur la tête et foulard sur le visage, sort du cortège. Elle semble fuir la manifestation lorsque celle-ci tourne à la bagarre.

On la suit, elle part vers une voiture, ouvre le coffre, prend un pied-de-biche et profite du désordre provoqué par l'émeute pour passer derrière le bâtiment.

À l'Élysée. Bureau du président.

Premier ministre – Celui qui a tout déclenché a été pris sur le fait !

Président – À la bonne heure ! Dites-moi tout !

Ministre de l'Intérieur – ça s'est passé ainsi. Pendant qu'une partie de nos forces de l'ordre étaient occupées à expulser des illégaux – jusqu'à maintenant nous tenons parfaitement nos quotas – d'autres policiers ont employé toute leur énergie à chercher les étrangers clandestins cachés un peu partout chez les particuliers. Figurez-vous qu'une véritable organisation d'auto-constructeurs s'est mise en place. On a trouvé trente-sept cabanes en bois rien que sur les toits des immeubles parisiens. Ils appellent ça « la canopée des cimes urbaines ». C'est inouï qu'avec nos nouvelles technologies d'imagerie aérienne, ça nous soit passé sous le nez.

Guillaume entre avec des dossiers qu'il soumet à la signature du Président

Ministre de l'Intérieur - Bref ! Grâce aux dénonciations et aux fouilles, en quatre jours, nous avons pu rassembler cent-vingt familles à Paris, vingt-deux à Toulouse, dix-sept à Lyon, douze ou treize à Marseille et Bordeaux, et j'en passe. Les centres de rétention étant déjà plus que pleins, nous avons installé ces cent-vingt familles dans le gymnase de l'école de police de Vincennes afin de les fichier, les compter - la procédure habituelle - avant de les répartir sur les différentes zones d'attente pour la reconduite aux frontières.

Président - Ok ! Ok !

Ministre de l'Intérieur - Assez rapidement, des manifestants sans bannière sont arrivés aux abords du gymnase accompagnés des médias, bien évidemment. Une pluie invraisemblable s'est abattue et, au même moment, les manifestants ont perturbés les CRS avec des projectiles et des fusées de détresse. Profitant de cette diversion, une jeune femme a pu se rendre seule derrière le bâtiment pour tenter d'ouvrir la porte du gymnase avec un pied-de-biche. Bien entendu, il n'a fallu que quelques minutes aux forces de l'ordre pour s'en apercevoir et la maîtriser. Il n'y avait pas de journalistes à cet endroit, béni soit Dieu. Elle hurlait des insultes, gesticulait comme un animal, nous maudissait. Elle est passée en comparution immédiate avant d'être placée en garde à vue. Comme le juge l'interrogeait sur ce qu'elle avait fait, elle ne niait rien. Bien au contraire, sa déclaration nous fournit tous les détails de l'origine de l'appel.

Président - Qui est-ce ?

Ministre de l'Intérieur - C'est là que la satisfaction se mêle à l'étrange. Il s'agit de Safia Chibane, que vous connaissez bien.

Président - Est-ce que vous réalisez ce que vous dites ?

Guillaume - ça n'a aucun sens !

Ministre de l'Intérieur - Il n'y a malheureusement aucun doute. Malgré vos directives, elle a désobéi et s'est retrouvée à la tête d'une foule d'énervés tentant de faire diversion pendant qu'elle s'introduisait derrière le gymnase. D'ailleurs, elle ne se cache pas du tout d'avoir pris l'initiative de l'appel.

Président - Eh bien! Vous voilà libéré de ma colère, je la tourne toute entière vers Safia ! Qu'on me passe le commissariat où elle se trouve.

(N -) *Amon rentre dans la pièce, le président raccroche et change d'attitude.*

Président - Ah ! Amon. Vous êtes encore là.

(N -) *Amon lui tend un dossier.*

Président - Ho ! Vous l'avez terminé. On peut vraiment compter sur vous !

Amon - Merci !

Président - J'ai une affaire personnelle à régler ce soir. Ça m'arrangerait que l'on se voie plutôt demain.

Amon – Bien sûr. Bonne soirée, Monsieur le Président.

(N –) *Il sort.*

Président – Bon !

Guillaume – Qu’allez-vous faire ?

Président – Je réfléchis.

Ministre de l’Intérieur – Elle est prise. Vous pouvez maintenant agir à votre guise : la juger, la confondre, lui conseiller la fuite...

Président – Ou négocier sans détours son mea culpa public... ça serait pas mal.

Silence

Président – Guillaume ! Faites-moi venir Safia. Je souhaite m’entretenir avec elle dès ce soir.

Argument N° 7 / Les renvoyer chez eux nous coûterait moins cher.

Alors, comment vous dire... C’est faux.

Contrôle de l’immigration, construction de centres de rétention, interpellations, coûts en préfectures, rétentions administratives, gardes à vue, frais de justice, escortes, reconduites à la frontière : le coût annuel du processus dit « d’éloignement » est de 2 milliards d’euros, c’est-à-dire – attention, ça laisse

songeur – c’est-à-dire 30 000 euros par personne expulsée.⁴

N – Guillaume Delmas – celui du début, vous vous rappelez ? Le secrétaire Général de l’Elysée... Bon ! L’un des plus proches conseillé du président. Bref, Guillaume conduit discrètement Safia à l’Élysée.

Lorsqu’il la laisse en compagnie du président, on le voit refermer la porte et s’adosser à l’une des fenêtres du couloir. Il sort son téléphone portable et rédige un SMS annonçant cet entretien secret. Il cherche dans son répertoire, choisit la liste « médias » et envoie le message. (Vidéo N°4)

Président – Safia ! Tu avoues avoir fait cela ?

Safia – Oui !

Président – Tu étais dûment informée de l’interdiction que j’avais proclamée ?

Safia – Oui. Elle était publique.

Président – Je suis très surpris. Comment as-tu pu ?

Safia – J’ai surtout dû.

Président – As-tu pensé à ta carrière ? Tu es à la pointe de ton métier... quel dommage! Il faut que l’on se creuse la tête ; que tous deux, on t’aide à réparer tout cela.

Safia – C’est gentil. À quoi pensez-vous ?

Président – Eh bien, peut-être n’est-il pas trop tard pour

étouffer l'affaire. Tu vois, par exemple, je n'en ai rien dit à Amon. Bon ! La comparution immédiate ne va pas nous aider, mais tu peux me faire confiance.

Safia - Apparemment, vous ne comprenez pas ce dont il s'agit. Je ne refuse pas les lois d'un pays lorsqu'elles sont justes et appliquées à tous. Mais vous décidez d'en exclure certains. Et - le ridicule ne tue pas - au risque de vous faire penser à Jeanne d'Arc, il y a une loi impérieuse, au-dessus de la vôtre, qui me guide et celle-ci n'a pas besoin d'être écrite ailleurs que dans ma conscience.

Président - C'est très beau Safia, mais tu vas faire un effort.

Safia - Je savais qu'en agissant ainsi j'abandonnais ma carrière. Mais comment être journaliste du service public sans porter votre politique ? Vu l'état du pays, si je dois me taire avant l'heure, il me semble que j'y gagne.

Président - Allons ! Allons ! Tu n'es plus une enfant. As-tu pensé au gâchis de ta vie professionnelle et affective ? Si tu persévères, tu vas rendre la situation insupportable à Amon.

Safia - Désolé, ce que vous me dites ne fait pas le poids. Ce qui est insupportable, c'est de ne pas agir. Le reste n'a pas d'importance.

Président - Tu déraisonnes. Allons, je vais t'aider.

Rire de Safia

Safia - Si vous croyez que je déraisonne... Un fou peut bien m'accuser de folie.

Président - Il te semble déraisonnable de parler de ton avenir ? Très bien. Alors je vais te parler de l'immédiat. Si tu ne veux pas que je t'accable, que je t'écrase, tu pourrais diminuer tes torts en te montrant moins fière et en plaidant coupable avec une bonne dose de honte affichée.

Safia - Vous n'aurez rien de plus que mon emprisonnement et ma démission.

Président - Eh bien, tu manques singulièrement d'imagination. Rien n'est plus facile pour moi que de briser ta réputation et d'alourdir ta peine. Mais comme Amon m'est précieux, je te laisse le choix et c'est plutôt sympa de ma part. T'excuser publiquement ou plonger, couler, disparaître.

Safia - Je préfère plaider pour ces derniers aventuriers que l'on s'évertue à appeler «sans-papiers».

Président - Réfléchis mieux.

Safia - « Sans-papiers »... Comme si c'était le fondement d'une quelconque identité.

Président - Ts ! Ts !Ts ! (*Négation et impatience*)

Safia - La carte d'identité permet de nous différencier et c'est bien cela que vous leur refusez. La reconnaissance, la singularité du parcours de chacun.

Président - Que tu peux être bête !

Safia - Votre politique enferme l'autre dans des catégories,

mais mon action a aussi le pouvoir... au moins égal, de passer outre, de libérer.

Président – Pas de négociation possible, je vois.

Safia – C'est exclu.

Président – Ma pauvre, tu t'es complètement fourvoyée. Un atavisme... fille d'un père qui a raté sa vie, tu te réveles sur le tard être aussi peu avisée que lui.

Safia – Et allons-y pour l'évocation du père !

Président – Je vais te ridiculiser, te discréditer aux yeux de tous. Une journaliste que l'on a sortie de nulle part, à qui le service public a donné sa chance, en arrive à une attitude de casseur d'ultragauche, de punk à chien. Tu es pathétique !

Safia – Vos paroles ne sont que des aboiements.

Président – Te voilà prévenue. Je vais te réduire à néant. Ce coeur obstiné, je vais le broyer, n'en doute pas.

Safia – Je n'en doute pas.

Président – Tu veux la marge ? Sois confiante, on va prendre soin de te tenir à distance. Retourne dans ton bouge, dans ta cellule, retrouver ceux que tu choisis d'aimer.

N – Dehors une voiture attend Safia pour la reconduire à la maison d'arrêt. Les médias sont présents, suivent le trajet et parviennent à recueillir ces mots au moment du transfert :

Safia – Je ne suis pas née pour partager la haine mais l'amour.

N – À la maison d'arrêt, *Safia téléphone à Amon.*

Safia – Je suis désolée. Je dois te présenter mes excuses, j'ai tout gâché.

Amon – Pourquoi n'as-tu pas partagé ça avec moi ?

Silence

Amon – Et puis cette tirade d'Antigone, « Je ne suis pas née pour partager la haine... » C'est complètement excessif. Que puis-je faire maintenant ? Tu me mets en porte-à-faux, là !

Safia – Je ne te demande rien Amon. Je te présente mes excuses, c'est tout.

Amon – C'est un vrai gâchis.

Safia – Oui, pour nous deux, j'en ai conscience. Ceci dit, en me faisant arrêter, avec les retombées médiatiques, j'élargis encore le mouvement.

Silence

Safia – Tu m'apporterais un peu de ton parfum ? Et de la craie aussi.

Amon – Bien sûr.

Argument N°8 / L'Union européenne respecte le droit des Migrants

Ah ! Laissez-moi rire ! Faux !

Il nous arrive de refouler des étrangers dès leur interception, sans faire droit à leur éventuelle demande d'asile, en contradiction avec les conventions internationales.

Frontex, l'agence de surveillance des frontières extérieures de l'Union européenne, externalise de plus en plus les contrôles aux frontières en confiant à d'autres pays la mission d'empêcher l'arrivée des migrants. Maroc, Tunisie, Libye, autant de pays bien connus pour leur respect des droits de l'homme.

En dix ans, plus de 20 000 étrangers sont morts aux frontières de l'Europe, dont 8 173 noyés ces deux dernières années. Ces chiffres sont officiels et de fait, bien en dessous de la réalité.⁵

N - Sept jours plus tard, les associations humanitaires manifestent devant l'Élysée. Yasmina fait partie de la délégation qui demande à être reçue par le chef de l'État.

Président - Y'en a marre de ce tapage !

Guillaume - Et ça empire de jour en jour depuis que Safia est incarcérée.

Président - Vous en conviendrez avec moi Guillaume, on ne peut pas faire preuve de tant d'orgueil quand on doit tant au pays qui a recueilli sa famille et lui a procuré un emploi. Elle savait parfaitement qu'elle outrageait la nation en

foulant aux pieds ces lois. Et voilà maintenant un deuxième outrage en droite ligne du premier. Non contente d'avoir commis ce délit, une bande d'énervés s'en glorifient à mes pieds. Elle doit bien se marrer.

Guillaume - Si je puis me permettre, ces associations manifestent pour le maintien de leurs subventions publiques, rien de plus.

(N-) *Guillaume Delmas lui tend une fiche concernant les revendications de la délégation.*

Président - C'est ce que vous voulez bien croire. À travers ces revendications, c'est son triomphe que j'entends.

(N -) *Il survole la fiche.*

Président - Tiens ! Yasmina Benhamou. En voilà une qui l'a certainement aidée à monter son réseau. Et bien, puisqu'elle manifeste en bas, amenez-la moi en tant que porte-parole du reste.

Guillaume - Veuillez m'excuser, mais ils demandent à être reçus en délégation.

Président - Qu'est-ce que vous comprenez dans « amenez-la moi » ? Vous me l'amenez, point barre ! J'espère qu'elle saura se tenir un peu mieux que l'autre. Je hais ces voyous qui pris sur le fait, voudraient parader encore.

N - Dans la salle commune de la maison d'arrêt, Safia feuillette un journal. A l'écran, un flash : les répercussions de l'ouragan sur les côtes sud de la Méditerranée. La télévision montre des images de populations dans les camps

humanitaires. La tension monte, les manifestations se durcissent. Elle camoufle une coupure de presse dans son soutien-gorge. Dans sa cellule, on la retrouve à détourner avec les doigts une photo d'Amon.

Bureau du président.

Président – Voici Yasmina !

Yasmina – Merci de nous recevoir, Monsieur le Président. Je viens au nom de ma fédération et de l'ensemble des ONG dont bon nombre de représentants sont en bas. L'heure est grave.

Président – En effet ! Comment un tel venin a pu se glisser dans le corps de notre Nation ?

Yasmina – Pardon ?

Président – Safia est bien ton amie ?

Yasmina – Oui, elle l'était.

Président – Yasmina !

Yasmina – Monsieur, l'affaire qui nous occupe est toute autre.

Président – Je ne suis pas dupe.

Yasmina – Pourquoi parler de cela ? Je ...

Président – Parce que je t'accuse d'être sa complice.

Yasmina – Complice ? Mais pas du tout ! Vous vous trompez !

Président – Je n'y avais même pas pensé avant que tu ne viennes à moi.

Yasmina – Je vous assure qu'il...

Président – Secrète, tu détraquais notre fonctionnement.

Yasmina – Absolument pas !

Président – Tu semais le désordre, toi aussi.

Yasmina – Non ! Je vous assure.

Guillaume – Monsieur le Président, peut-être dit-elle vrai ?

Président – As-tu aidé à l'organisation de cette désobéissance civile ? Dis-le moi !

Yasmina – Non ! Et ce n'est pas le propos de ma venue.

Président – Cesse de jouer avec moi, tu as déjà perdu.

Yasmina – Mais je suis ici pour vous parler des coupes brutales programmées dans nos subventions.

Président – Oserais-tu affirmer que tu ignorais ce qui se tramait ?

Yasmina – Enfin !

Président – Avoue !

Yasmina – Mais...

Président – Avoue !

Yasmina – C'est insensé.

Président – Avoue !

Yasmina – Sérieusement ?

Guillaume – Monsieur le Prési...

Président – Yasmina !

Yasmina – Bon ! Puisque v...

Président – J'attends.

Yasmina – Puisque vous m'y forcez, alors, allons-y ! Oui, j'ai participé...

Président – Ha ! Tu avoues !

Yasmina – Mais en mon nom. Je n'ai pas engagé la fédération, ni les autres associations.

Président – Donc tu avoues !

Yasmina – Tout-à-fait !

Président – Tu avoues tout à fait !

Yasmina – Mais oui ! Parfaitement !

Président – En choisissant de l'aider, tu as choisi ta défaite.

Rire de Yasmina

Président – Mais tu as perdu le sens commun !

Yasmina – C'est ça ! Solidaire, je veux me livrer à la justice.

Président – Vous deux, la peste ! Ces deux filles, je vous le dis, l'une vient de perdre la raison, l'autre était folle à la naissance.

Yasmina – D'autres me suivront ! Que pouvez-vous faire contre Safia ? Son action est juste et c'est une journaliste appréciée qui va épouser votre très cher conseiller spécial.

Président – Parce que tu crois que je vais le laisser dans les bras de cette criminelle !

Yasmina – Amon, si tu pouvais entendre comment te traite ton président.

Président – C'est la justice qui cassera cette union.

Silence

Yasmina – La justice ! C'en est fait, je vois.

Président – Oh oui !

Yasmina – Vous voulez l'enterrer vivante.

Président – Nous la tiendrons à l'écart.

(N -) *Amon est assis à son bureau, il feuillette sa revue de presse devant son petit-déjeuner. On frappe à la porte.*

Amon - Oui ! Ha ! Bonjour Guillaume.

Guillaume - Amon, le procès va commencer à l'heure finalement. Il faut y aller.

Amon - Merci. Guillaume... comment vous dire, malgré nos dissensions, j'apprécie beaucoup votre soutien. Je suis heureusement surpris.

Guillaume - Même si à cet instant nous ne sommes pas dans l'arène, que voulez-vous je prends une fois de plus l'avantage en vous démontrant que l'homme de gauche n'a pas le privilège de la solidarité.

Argument N°9 / De plus en plus de demandeurs d'asile obtiennent le droit de rester en France

C'est faux pour la simple raison que chaque préfecture a un objectif chiffré d'expulsions assorti de primes à la performance.

Mécaniquement, ça augmente les interpellations dans les préfectures, les administrations, dans la rue, à l'occasion des contrôles d'identité, jusqu'aux alentours des centres d'accueil pour demandeurs d'asile.⁶

C'est assez efficace.

N - Au tribunal, *Yasmina retrouve Safia sur l'un des bancs en dehors de la salle d'audience.*

Safia - Yasmina ? Mais enfin, qu'est-ce que tu fais là ?

Yasmina - Comparution immédiate.

Safia - Pourquoi ?

Yasmina - Parce que je suis avec toi.

Safia - C'est hors de question.

Yasmina - Pourquoi séparerais-tu ton sort du mien ?

Safia - Parce que nous ne faisons pas la même chose !

Silence

Yasmina - N'empêche que je partage tout de même ta faute.

Safia - Non ! Il n'y a pas de faute et nous ne partageons rien, sauf que tu te retrouves ici, ce qui n'est pas malin.

Yasmina - Moi, c'est fait. Tu vas voir, les autres vont te rejoindre.

Safia - Je vous ai quittés depuis longtemps déjà, tu ne le comprends pas ?

Yasmina - Tu es effrayante.

Silence

Safia - Reste calme, tout n'est pas perdu pour toi.

Argument N°10/ Il faudrait plus de contrôle policier

Bien sûr. D'ailleurs, on constate que la fermeture renforcée des frontières engendre plus de criminalité. Ça trafique dur sur le dos des irréguliers... Mais qui ça intéresse ? Tu m'expliques ?

Le désespoir et la détermination des migrants ne s'arrêteront pas aux frontières, fussent-elles encore mieux gardées. Ils ne seront pas moins nombreux, mais prendront plus de risques sur des routes plus dangereuses.

N - En sortant du palais de justice, Safia s'approche des micros. *Tout autour, des sympathisants brandissent des panneaux.*

Journaliste 2 - Pourquoi avoir détruit votre carrière en vous comportant avec violence ?

Journaliste 3 - êtes-vous passée du côté de l'extrémisme ?

Journaliste 4 - Que faites-vous de vos projets de mariage avec Amon Doxiadis ?

Journaliste 5 - Yasmina Benhamou s'est livrée à la police par solidarité, s'accusant de complicité. Une réaction ?

Safia - En toute justice, elle ne peut pas s'accuser de cela, car elle n'a rien fait. C'est bien beau d'agir en paroles, mais elle ne peut pas revendiquer ce à quoi elle n'a pas pris part. Qu'elle sauve sa peau, je n'envie pas son salut !

N - Convoi de voitures officielles traversant la campagne. Dans l'une d'entre elles, le président s'entretient avec Amon.

Président - Je crains que tes fiançailles avec Safia ne soient compromises.

Amon - En effet.

Président - Te sens-tu d'attaque pour ce que nous entreprenons ?

Amon - Ne vous faites pas de soucis.

Président - Bien ! La carrière, l'aspiration aux plus hautes responsabilités, voilà ce qui passe avant tout. Tu ne me déçois pas.

Amon - Merci, Monsieur le Président.

Président - Cette femme est de glace, crois-moi. Laisse-la à sa dérive.

Silence

Président - Tu comprends bien : si je tolérais le désordre de ceux qui me sont proches, comment pourrais-je agir avec les autres ?

Amon - J'entends bien.

N - Session de travail au château de Rambouillet.

Guillaume - Voici l'ordre du jour, avec son lot de nouvelles

déplaisantes. Nous redoutons une crise imminente sur deux fronts, rien que ça...

Suite à l'ouragan qui a provoqué la destruction des bidonvilles et enclenché des émeutes, les campements humanitaires sont saturés. Les populations sont donc en train de traverser la Méditerranée par tous les moyens. Nous avons trois rapports de l'ONU nous interpellant sur notre politique d'accueil. Selon eux, il nous faudrait organiser la réception d'un quart des deux millions de réfugiés climatiques sur les cinq mois à venir. Suite à votre conversation de lundi, le secrétaire général de l'ONU, a tenté de nouveau de vous joindre ce matin.

A l'intérieur, on a un souci du côté du patronat. Vous n'êtes pas sans savoir que cinq lobbies nous mettent la pression. Certains dirigeants, dont voici la liste, commencent à se sentir mal à l'aise par rapport à l'image de la France et prétendent s'en trouver affectés à l'export. En réaction à notre politique, les consommateurs étrangers commenceraient à boudier nos produits.

Les syndicats prennent la suite en décrétant notre programme de régularisation du travail clandestin inefficace. Il ne règlerait pas le problème de la main-d'oeuvre illégale utilisée sans entrave, selon eux, par les entrepreneurs français. Une intersyndicale semble donc se profiler sur le thème d'annonces politiciennes sans effets sur le terrain de l'emploi.

Ensuite, la baisse des subventions distribuées cette année fait frémir les associations. Certaines disparaissent tandis que d'autres commencent à ruer dans les brancards. L'arrestation de Yasmina Benhamou n'aide pas, et c'est peu de le dire. Petit rappel, cela concerne tout de même neuf

millions d'adhérents... à soupeser en terme électoral, donc.

Président - Voilà un beau programme pour les heures à venir.

Guillaume - Et j'en ai presque fini ! Au sein même de notre propre parti, quelques voix s'élèvent. Nous allons bien sûr aborder dans le détail ce point au cours de la réunion.

Président - Allez !

Guillaume - Enfin, peut-être nous faudrait-il commencer par ce dernier point - désolé si cela vous déplaît, mais je me dois vraiment de vous en parler - l'opinion publique commence à gémir un peu trop sur le sort de Safia Chibane. Ces derniers jours, il est fréquent d'entendre ou de lire qu'elle serait une victime, qu'elle ne mériterait pas tant de sévérité. En dépit d'un très bon travail en matière de communication de la part de nos services, son appel commence à porter ses fruits. Une rumeur sourde, mais prégnante, dénonce une injustice et réclame la clémence qui lui serait due.

J'en ai terminé avec l'ordre du jour.

Président - Ce dernier point n'existe pas. Mettons-nous au travail.

Guillaume - Pardon, mais si je puis me permettre, il me semble que ce sujet mériterait au moins une discussion.

Amon - Il semblerait juste de ne pas le balayer d'un simple revers de la main, en effet.

Président - Je n'ai rien à apprendre de vous, Messieurs !
Concentrons notre énergie sur les vrais problèmes.

Amon - Si vous me le permettez, je suggère que vous nous entendiez. Chacun d'entre nous a des arguments sérieux.

(N -) *Le président tire Amon par le bras pour discuter en aparté.*

Président - Tu veux me mettre en colère ?

Amon - Je ne demande rien d'injuste.

Président - Crois-tu que nous ayons le temps de nous pencher sur ce petit dossier ?

Amon - Je ne cherche pas la polémique et même si votre parole me semble juste, un autre aurait peut-être aussi quelque chose à proposer.

Président - Mais n'est-elle pas tombée par sa faute ?

Amon - Mon rôle n'est-il pas aussi de prévoir tout ce que l'on pourrait dire ou faire pour chercher à vous nuire ?

Silence

Président - C'est une criminelle.

Amon - La plupart des gens pensent le contraire, les derniers sondages sont très clairs.

Président - Et ce serait l'opinion, selon toi, qui devrait guider mes décisions ?

Amon - C'est celle de votre peuple.

Président - Et c'est pour satisfaire cette opinion idiote que je dirige la République ?

Amon - Et bien Monsieur, peut-il y avoir une République là où un seul homme décide ?

Président - Et à qui donc reviendrait ce droit sinon au chef de l'état élu démocratiquement ?

Silence

Amon - Il vous suffirait d'adoucir sa peine.

Président - Non !

Amon - Licenciez-la et enfermez-la un peu, mais avant le verdict, proposez-lui l'exil.

Président - Non !

Amon - Elle pourrait vivre ailleurs.

Président - Je rêve ! Elle parle par ta bouche !

Amon - Vous pourriez organiser sa fuite en échange de son silence.

Président - Enfin Amon ! Oublie cette femme Amon. Elle n'existe plus... Je l'efface.

Silence

Président – Elle ne ressortira jamais de la place qu'elle s'est choisie.

Amon – Monsieur le Président, si vous l'effacez quelqu'un d'autre disparaîtra.

Président – Des menaces maintenant !

Amon – Je suis désolé !

Président – Tu peux l'être.

Silence

Amon – Je ne peux pas laisser faire cela tout en occupant ma fonction.

Silence

Président – Tu n'obtiendras rien ! Fin de la parenthèse.

Amon – Eh bien ! S'il en est ainsi, je me vois contraint de vous présenter ma démission.

Président – Tu n'y penses pas !

Amon – Si ! ... C'est fait.

(N –) *Le Président revient à la table.*

Ministre de l'Intérieur – Que se passe-t-il ? Pourquoi nous a-t-il quitté ?

Président – Qu'il aille au diable ! Le sort de ces deux

gamines n'en est pas moins jeté. En attendant, nous avons pas mal d'autres points à aborder. Remettons-nous au travail.

Guillaume – Toutes les deux, tout de même, n'est-ce pas un peu excessif ? Ça va faire du grabuge, vous n'en doutez pas ?

Président – Non, effectivement, vous avez raison Guillaume. Relâchez celle qui n'a rien fait. Ce n'était qu'une provocation de sa part, une bonne indication de notre liberté d'expression d'ailleurs, vous avez raison.

OK, relaxe pour Yasmina et qu'on annonce dans la foulée le rétablissement des subventions aux associations à la hauteur de l'année dernière. La communication politique, ça doit être du gros rouge qui tache.

Guillaume – Et en ce qui concerne Safia Chibane, que décidez-vous ?

Président – Pour Safia, voyons, le licenciement dans les règles va de soi et le procès suivra son cours. Nous allons la charger à mort du côté de la justice. Je la destituerais bien de sa nationalité, celle-là.

Guillaume – Heu ! Là, ça ne va pas être possible.

Président – Je sais bien. Bon, et surtout, que l'on se débrouille pour déconstruire cette nouvelle icône. Je la veux invisible et muette.

N – On retrouve Safia dans sa cellule.

Avec une craie, elle dessine Amon sur le mur. Elle l'allonge à ses côtés, au bord du lit. Elle ouvre l'échantillon de parfum et lui en dépose sur le front et sur la gorge. Elle l'embrasse. Dans son

cahier, elle note :

Safia – La chasse aux “sans-papiers”, la chasse aux enfants, sans parents parce que sortis, déboutés. La chasse aux papiers quand les passeurs sont censés sans cesse faire du bénéfice. Tu es mon frère, moi aussi je passe, sensible aux gains, le tien, sont sans cible de la victime qui tombe, encore.

Une fois de plus le nouvel arrivant, une fois de plus celui qui est parti, les derniers aventuriers. Leurs banquises tanguent, les esquifs insuffisants, leurs campements de plastique, à la renverse probable, les naufragés.

Pas d’appui sur l’humain, pas d’appui sur l’Etat et la France.

France. Traqués, mais employés tout de même, délocalisés sur place.

L’économie tournerait-elle aussi avec tous ses papiers ?

Les figures anonymes, chassées. Les poussières de quotas empilées dans l’épreuve, balayées et pourtant...

Et pourtant j’en connais et pourtant sans relâche le départ, sans appui, le recul, sans personne... s’y pourvoir.

J’en connais et ceux qui dirigent, les élus du peuple intéressés aussi, moins directement, mais par voie amicale dans le bâtiment, le tourisme et la restauration.

Sur d’autres bateaux ivres, on en parle en vacances. J’en connais et je suis en dehors, improbable. Regard statique porté sur un mouvement, un cortège d’aventures dont je ne suis pas, ne serai jamais en l’Etat.

N – À travers les fenêtres de la voiture la conduisant au tribunal, Safia constate que ses partisans sont très nombreux. Ils affichent de nombreux slogans sur les banderoles et les panneaux : « Tu es libre », « En choisissant ta loi, tu nous rends l’espoir », « Tous coupables ! ». L’un

d’eux, « Nous sommes tous des Antigones », apparaît à plusieurs reprises.

À la barre, le Procureur impressionne Safia par son hostilité froide. Elle cherche des yeux Amon. Il est là, elle ne le voit pas. Safia prend la parole, non pour se défendre – elle a plaidé coupable, mais pour faire entendre son réquisitoire.

Safia – J’oppose ma conscience aux contraintes politiques, juridiques et économiques dont nous accable notre gouvernement sous prétexte de réalisme.

Les lois sont-elles la mesure de tout ? Ce qui est légal n’est pas forcément légitime. C’est d’ailleurs pour cela que ces deux mots distincts existent.

L’état c’est moi... aussi.

Et je ne suis pas d’accord qu’il s’efforce de me rabougir et de me tasser dans des peurs artificielles qui ne sont d’ailleurs pas les miennes. Je ne veux pas voir entraîné mon frère, mon voisin dans ce genre de replis, de crispation, de haine de l’autre qui nous rendent tellement vulnérables et neutralisent la réflexion.

Procureur – Madame Chibane, nous vous écoutons et ... c’est bien joli tout ça ! Un peu fourre-tout peut-être ? Bien trop cou...

Safia – Alors, Monsieur le Procureur... Permettez ! Je vais préciser ma pensée. Le nouveau gouvernement écarte de plus en plus de personnes du renouvellement de leurs papiers ou des régularisations visées. Avec la montée en force de sa politique d’expulsion, il est en train de se donner les moyens d’opérer un spectaculaire déplacement de population et ce... alors même que d’autres, ces millions de réfugiés climatiques cherchent une terre d’asile. Cette

situation n'est plus tenable. On dénombre à la louche cinq cent mille personnes en situation irrégulière ou en passe de le devenir, du fait du durcissement des réglementations.

Procureur – Nous ne pouvons laisser...

Safia – L'usine à gaz juridique inventée par nos législateurs a pour résultat manifeste de mettre le plus d'étrangers possibles en situation irrégulière... Alors qu'avec un peu de bon sens, si certains pourraient nuire à l'État, ce sont précisément ceux qui, n'étant ni déclarés ni déclarables, vivent dans des conditions indignes de notre République et ne payent pas de cotisations sociales.

La logique exige donc de réduire au maximum le nombre d'individus en situation irrégulière et ça... ça s'appelle la REGULARISATION.

Procureur – Accueillir toute la misère du monde ! Voilà qui nous avancera bi...

Safia – Mais ça n'a rien à voir ! Moi je vous parle de ceux qui sont déjà ici ! Qui travaillent chez nous ! À votre avis, de quoi a besoin un « sans-papiers » ? Et bien de papiers, tout simplement ! De documents officiels qui lui reconnaissent le droit de séjourner sur un territoire où il vit et travaille.

Je me permets de préciser cela, parce qu'il me semble que nous sommes tous victimes d'une grande confusion. Les régularisations, c'est une chose, la loi qui détermine qui peut pénétrer légalement sur le territoire national et dans quelles conditions il peut être empêché ou expulsé, c'en est une autre.

Régulariser les « sans-papiers », ça consiste à transformer des travailleurs au noir en travailleurs n'échappant plus au droit. On voit mal comment une telle mesure pourrait

menacer en quoi que ce soit les régimes de la sécurité sociale ou des caisses de retraite par exemple. Au contraire, cela renforcerait l'Etat providence.

Procureur – Mademoiselle vous vous dou...

Safia – Notre taux de natalité et notre énorme population de personnes âgées fait que l'on va devoir importer des travailleurs immigrés, comme dans les années soixante. Cette fois, non pas pour construire des autoroutes et des immeubles, mais pour équilibrer les caisses de retraite. En termes purement comptables, nous avons besoin de travailleurs qui cotisent pour ceux qui sont à la retraite aujourd'hui et demain.

Procureur – Nous sommes en plein rêve ! Cette situation est complètement ridicule ! Elle nous prend pour ses élèves ! Vous n'êtes pas là pour ça Mademoiselle. Vous être ici sur le banc des accusés ! Sur le banc ! Le banc et pas à la tribune !

Présidente de séance – Je vous en prie, chacun a le droit de s'exprimer ici.

Safia – Merci Madame la Juge. A l'heure actuelle, toutes les sociétés subissent une transformation en profondeur qui tend à libérer l'individu des structures sociales traditionnelles. Il est évident que l'explosion des moyens de communication apporte à tous des images d'ailleurs et l'idée que cet ailleurs existe. Non seulement cet ailleurs existe, mais il peut avoir ses charmes, économiques et culturels... les filles sont toujours plus belles, ailleurs ! Non ? En réalité, les cultures sont déjà mélangées par tous et pour tous. Tout le monde a entendu les mêmes chansons

d'Edith Piaf et a partagé le deuil de Michael Jackson. À ce stade, et sans même évoquer la catastrophe climatique actuelle et celles que l'on pronostique pour l'avenir, il n'est pas besoin d'être devin pour prédire qu'en matière de mouvements de populations, nous n'avons encore rien vu.

Procureur – Nous vous demandons de mettre un terme à ce délire...

Safia – Rien n'est plus comme avant et c'est peu de le dire. Tout va continuer à être bouleversé de plus belle. Cette réalité, on n'y coupera pas. On ne peut pas l'ignorer. De ce point de vue, la focalisation sur les étrangers est déplacée, pour ne pas dire débile sur le plan de la psychiatrie collective.

Le procureur – Et la voilà qui... Ha ! Mais non ! Il n'est ...

Safia – Nous ne sommes pas des salades sous cloche. A quoi bon imaginer enfermer notre pays sous vide ? Le « chez soi » est devenu chez tout le monde et réciproquement, le monde entier est ma maison, comme dirait la chanson. Alors, quel mode d'organisation devons-nous choisir ? Ouvert ou fermé ?

Procureur – Nous ne pouvons laisser dire tant d'inepties ! Faites la taire Madame la Ju...

Présidente de séance – S'il vous plaît Monsieur le Procureur ! Poursuivez Madame Chibane.

Safia – Merci Madame la Juge ! Aujourd'hui... des frontières partout ! La terre s'est totalement fragmentée en États nations. Il n'y a plus un seul mètre carré de planète

qui ne soit assujetti à l'autorité d'un état. Or ces états cultivent le mythe du « chez soi » et en tirent d'ailleurs une grande part de leur légitimité. Ils promettent de protéger « les leurs » contre « les autres » alors qu'à l'heure de l'Europe et de la mondialisation, on voit bien l'impuissance de nos gouvernements.

Procureur – Nous ne saurions en entendre plus ! Que cela cesse ! C'est assommant !

Présidente de séance – Je vous en prie, Monsieur !

Safia – Je vous remercie. Prescrire la délation de ceux qui soutiennent des étrangers en situation irrégulière souligne une logique redoutable. Mais des lois plus fortes que celles imposées par l'état peuvent nous motiver.

Procureur – Vous n'êtes pas là pour nous déballer votre programme ! Vous ne vous cachez de rien, vraiment ! À l'heure même où des casseurs reprennent ses propos. Vous devriez avoir honte des déviances que vous encouragez chez les uns et chez les autres. Vous voyez de quoi je parle tout de même ? Vous ne pouvez pas être fière de la violence que ça entraîne, là dehors ? Nous sommes compl...

Présidente de séance – Monsieur le Procureur !

Safia – On juge aussi une démocratie à sa capacité d'intégrer les étrangers. Si l'état n'en est pas capable, alors le peuple doit désobéir et les prendre en charge. Le gouvernement s'en désintéresse sans l'ombre d'un scrupule, les poussant volontairement dehors, sans droit ? Alors, accueillons-les et opposons-nous aux arrestations ! Et puisqu'on nous l'interdit... partageons nos maisons !

(N -) *Elle se retourne vers l'assistance.*

Safia – Je vous invite à soutenir le mouvement de résistance collectif qui se développe. Et à relayer les actions, les revendications, les besoins et ainsi faire connaître notre lutte. Ce tribunal nous le permet. Merci, Madame la Présidente !

N – Un malin avait filmé le procès à la dérobade et tout fut disponible le soir même sur le Net, puis repris dans les médias aussitôt, déclenchant un formidable buzz.

En descendant les marches du palais de justice, devant les caméras.

Safia – Regarde de tous tes yeux. Regarde la fille d'immigré, regarde ta jeunesse, regarde-moi punie parce que je nous veux plus justes. Il faut renouveler notre pensée, nous ne sommes pas si éloignés, croyants, laïques, humanistes. Refondons une pensée commune dont le noyau sera notre écoeurement, ce gouvernem...

N – Sans pouvoir terminer sa déclaration aux médias, Safia est poussée dans une voiture, fermement encadrée.

Elle cherche Amon des yeux. Elle regarde les visages grimaçants de colère lui déballant des insultes, elle regarde la cohue entre ceux qui la soutiennent et ceux qui l'invectivent. Elle regarde les journalistes plaqués, absurdes, contre la vitre de l'auto. Elle est là, elle est ailleurs, dans un présent ouaté. Impressionnée par toute cette brutalité, qui lui semble irréaliste, pourtant.

Argument N°11 / Les travailleurs clandestins

prennent le travail des nationaux

Faux.

L'offre permanente de travail illégal est connue et acceptée par les pouvoirs publics. Les secteurs du BTP, restauration, nettoyage, service à la personne et agriculture recherchent de la main-d'oeuvre étrangère faute de candidats nationaux à ces postes. En situation régulière, un étranger refusera plus facilement un travail pour un salaire de misère et sans protection sociale. C'est la clandestinité qui créait mécaniquement du « dumping salarial ». Alors qui faut-il pénaliser : l'employeur entretenant l'offre de travail illégal ou le salarié ? A votre avis ?

N – Safia marche dans les couloirs de la prison. Le verdict est tombé. « Vu les articles 121-6/ 121-7/ 222-14-2 et 322-1 du code pénal, l'article L622-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, le Tribunal déclare, Safia Chibane coupable des faits visés par la prévention et la condamne à une peine d'emprisonnement de cinq ans et à une amende de 75 000 euros ».

Amon lui rend visite.

Safia – C'est terrible ici.

Amon – Safia ! Ma chérie.

Safia – Tout est ma faute, je sombre sous ma fierté.

Amon – Que je regrette cette situation !

Safia - En même temps, j'ai voulu ce que j'obtiens maintenant. Que pouvais-je espérer de mieux ? Grâce à la médiatisation de ce procès, j'invite des centaines d'autres citoyens à faire comme moi et ils continueront maintenant.

Amon - Tu ne sembles pas réaliser l'hystérie que provoque ton affaire. Ton procès divise la France en deux, Safia. Tes partisans se radicalisent, idem pour tes détracteurs.

Safia - J'en ai bien réveillé certains. L'important c'est que maintenant, ceux qui résistent sont convaincus qu'ils n'ont pas tort et qu'ils ne sont pas seuls.

Amon - Tu exagères. Tout cela t'exalte trop, tu ne penses pas ?

Safia - Mais non, je gère. Je suis certaine que la plupart des Français me féliciteraient s'ils n'avaient la langue liée. Ils ont peur, voilà tout.

Amon - Et ils n'ont peut-être pas tort. Regarde où tu te retrouves.

Safia - Oui ! Et toi, maintenant, sais-tu où tu es ?

Amon - Non, pas vraiment. Pas encore, mais il me reste la liberté et puis tu vas avoir besoin de moi.

Safia - Oui, je sais... Ils vont me descendre en flèche. Inventer des choses, je n'aurai plus beaucoup de crédit... je m'y prépare.

Amon - Je suis là. Je serai là.

Safia - Il n'y a nulle honte à défendre d'autres hommes. Si c'était à refaire, je recommence demain.

N - François Huysmans, Secrétaire Général de l'ONU est au restaurant avec le président.

Président - Mon cher ami, ça me fait tellement plaisir de te retrouver ici ! Voilà un moment que nous n'avons goûté la joie d'être tous les deux tranquilles.

François - Hé ! Hé ! Je ne te le fais pas dire !

Président - Vingt ans ! Vingt ans depuis le Club de l'UNESCO.

François - Dès le début, les « twins-eyes », un seul regard voyait pour deux.

Président - Même si je regrette que tu ne sois pas toujours d'accord avec moi.

François - C'est ça qui nous fait vibrer, non ?

Président - C'est vrai, malgré - grâce même - à la polémique, nous avançons toujours d'un seul pas, du Club jusqu'à la politique, moi à la tête d'une nation et toi à la tête des Nations unies. De quoi être fiers. Mais que t'arrive-t-il ?

François - Ton conseiller favori est boiteux.

Président - Une entorse ?

François – Oui ! Et je commence à l'aimer, car elle me fait ravalier mon orgueil. Elle me rappelle chaque jour que pour marcher, l'impotent que je suis a besoin de soutien.

Président – De mon côté, pas besoin d'entorse pour cela ! Regarde comment je suis depuis toujours tes précieux conseils... Que serai-je devenu sans ton soutien ?

François – Tu ne serais pas à la tête de ce pays.

Rires

N – Suit une conversation sur l'extension d'une des résidences secondaires du Secrétaire Général. Ils déjeunent tranquillement. Au dessert.

Président – Rassure-moi, tu ne vas pas gâcher ce repas en m'en remettant une couche sur les réfugiés ? Une autre bouteille de Dom Pérignon, s'il vous plait.

François – Non, non. C'est un peu plus global que ça. Tu réalises que tu traverses un moment critique.

Président – Comment cela ? Tu me fais peur là.

François – écoute-moi. En choisissant de tenir à l'écart les immigrés, tu as juste affirmé la volonté de tes citoyens de ne pas rajouter le poids des pauvres venus d'ailleurs sur la société d'ici. Et c'est bien normal. Mais nous sommes face à un problème sans précédent et il est exponentiel. Il faut repenser toute ta politique.

Président – Tu plaisantes ?

François – Non ! ça fait une semaine que je tente de te le dire. Et j'ai une solution toute simple pour bouger les lignes et les faire comprendre à la population.

Président – Mais je tiens à ma politique. Si le pays expulse, c'est aussi pour mieux protéger les ressortissants venus de l'étranger. Nous ne pouvons pas rester les bras croisés lorsque nous voyons des mineurs contraints de se prostituer, lorsque des enfants sont obligés de voler dans les rues, des bébés utilisés comme prétexte à la mendicité... C'est un grave problème, d'un point de vue humain bien sûr, mais aussi d'ordre public.

François – Je sais, je sais. Mais là n'est plus le problème, parce qu'il y a tous les autres. Mon ami, veux-tu que je te dise ce que je vois ? En militarisant les frontières et en persistant à laisser le pays sous cloche, tu suscites la grogne à l'international. Le Comité pour l'élimination des discriminations raciales est très virulent à l'égard de Paris. Tu as déjà trois rapports de l'ONU sur le dos où l'on te reproche de te soustraire à tes obligations conventionnelles à l'échelle européenne.

Président – Mais j'emmerde l'ONU.

François – Je t'en prie, il faut que tu m'entendes. L'ONU ne fait que proclamer ce que trop de pays n'ont plus le courage ou l'obstination de te répéter. Sur le plan international, tu ne vas pas pouvoir tenir. Le thème de l'immigration, s'il était encore porteur avant la catastrophe en Méditerranée, devient très délicat à manier aujourd'hui. À l'échelle européenne, malgré la bonne progression des partis de droite, chaque nation prend en charge sa part de réfugiés. Il n'y a que toi qui bloques et ce n'est pas tenable pour les

autres. Il y a un risque de crise politique, économique et idéologique à l'égard du pays et ce risque est imminent, crois-moi. Tout cela va rapidement isoler la France et tu ne peux pas te permettre ce luxe.

Président - Tu penses bien que je ne peux pas ajouter ces réfugiés aux « sans-papiers » déjà présents. Je ne prendrai pas le risque de solder notre identité nationale, on ne me le pardonnerait pas.

François - Mais ça ne tient plus ça ! Face aux deux millions de personnes qu'il faudra bien que tu accueilles ! C'est dans la question du « Comment s'organiser à temps » que se situe le vrai enjeu. S'il te plaît. Il existe une parade toute simple que les gens peuvent entendre. Ecoute l'idée : Safia nous a provoqués, mais elle a eu le mérite de susciter un débat public sur l'immigration et l'ouverture aux autres en amont des grands bouleversements climatiques pronostiqués. À partir de ça, tu peux rebondir - laisse-moi parler - et comme la crise migratoire est commune à tous les pays européens, il y a une leçon à tirer de ces dernières semaines. Au lieu de résister, tu incorpores le discours de Safia. Plus d'affrontement, tu comprends ?

Président - Non !

François - Tu la prends à tes côtés. Toi, le défenseur de la raison d'état, tu choisis de renouer avec la protection de la dignité humaine.

Président - Ta proposition est inadmissible. N'importe lequel de mes citoyens perçoit au fond de lui l'immigration comme une menace pour son bien-être.

François - N'essaye pas de me faire croire que tu ne sais pas passer au-dessus de l'opinion publique. Et puis les sondages sont moins nets ces derniers temps.

Silence

François - Cette fille et toi, vous vous êtes engouffrés dans une confrontation insensée qui oppose la raison d'état aux pulsions de la conscience privée. Bon Dieu ! Vous avez raison tous les deux ! Au lieu de vous détruire en entraînant fatalement tout avec vous, je te conseille de négocier avec elle ! Voilà une belle sortie de crise !

Président - Mais enfin, j'incarne celui qui montre les dents face à l'immigration. Comment peux-tu cr...

François - Mais je sais bien, crois-moi. Je ne te dis pas de perdre l'avantage au contraire, monnaie sa libération pour mieux reprendre la main derrière ! Tout ce que je te dis va dans le sens de tes intérêts. Désormais c'est à toi d'agir. Je ne peux plus rien pour toi - ça ne passe plus - ni à l'ONU, ni avec les chefs d'état. Rien ne t'est favorable.

Président - Je m'en fous. Comment peux-tu me donner des conseils aussi stupides ?

François - Regarde les remous à l'intérieur. L'armée a bouclé les frontières, mais des extrémistes pénètrent dans les camps italiens et espagnols pour malmenés ceux qui ont déjà tout perdu. Tu réprimes durement les manifestations et ça réveille l'activisme et la colère. Ne sois pas si opiniâtre, il est encore temps de réparer le mal.

Président - Réparer le mal ! Qu'est-ce que tu peux débiter

comme conneries.

François – Mon ami serait donc le président qui aura inculqué à ses concitoyens la dérision de la fraternité universelle ?

Président – Ne t'embarrasse pas trop de cette amitié.

François – Tu manques de mesure.

Président – C'est que je sens que tu n'es pas sincère.

François – Ta paranoïa t'égaré. Mais enfin ! Tu as déjà perdu Amon, tu veux que je sois le suivant ?

Président – Que les bien-pensants me fatiguent !

François – Tes jours sont comptés. Si tu ne choisis pas d'ouvrir tes frontières, c'est par l'intérieur et par l'extérieur que tu chuteras. Tiens ! ça, ce sont les différents scénarios te concernant sur lesquels mes équipes ont travaillé. Je te donne 24 heures pour choisir, après quoi je m'exprimerai publiquement sur le sujet.

Argument N°12 / Le mieux c'est la politique du « chacun chez soi »

Qu'en pensez-vous ?

Alors, je dois préciser que le rapport mondial 2009 des Nations unies nous rappelle que « La mobilité constitue une composante élémentaire de la liberté. Elle est source de bénéfices pour les migrants, leur pays

d'origine et leur lieu d'accueil ».

Exactement ! Le principe de la liberté de circulation est inscrit à l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Ah ! ça gratte ! La migration est un droit fondamental de la personne et le droit de migrer ne peut relever de la seule législation d'un état. On s'arrange avec ça ?

N – A la prison, le docteur vient examiner Safia.

Docteur – Vous êtes fatiguée !

Safia – Docteur, Je me sens coupable.

Docteur – Comment cela ?

Safia – Au fur et à mesure, le pays se fissure entre ceux qui soutiennent le gouvernement et ceux qui tentent de le retourner ou du moins de lui désobéir.

Docteur – Et alors ?

Safia – Et bien, en plus d'avoir à faire le deuil de ma vie de couple, je me sens en partie responsable du désordre, de la haine, d'un cheminement fou qui semble conduire le pays au chaos.

Docteur – Votre lecture de la réalité est faussée, n'en doutez pas. Vous vous impressionnez vous-même. C'est comme un grand huit, c'est effrayant, mais vous êtes assez intelligente pour en rire.

Safia – Les idées noires tournent à l'endroit du sommeil.

Docteur – Allez ! Donnez-moi votre bras, je vous prie.

(N -) *Il lui prend la tension.*

Safia – Ce qui me console, c'est que par cette chute, je rencontre un destin qui fait de moi l'égal d'une légende... puisque encore vivante, je consens à mourir.

Docteur – Mourir ?

Safia – Oui ! Mourir à mon couple, à mon travail, à ma vie quoi!

Docteur – À votre vie surtout si vous persistez à ne pas vous nourrir.

N – Amon sort d'un taxi qui l'a conduit chez sa mère. *Il est au téléphone.*

Amon – Ha ! Docteur bonjour ! Pardon ? Non, elle n'a pas voulu me recevoir... oui... Comment ça elle ne s'alimente plus ?... Mais ?... Je vois... Ok ! Ok ! Depuis quand ? ... D'accord. Donc... Hum ! Hum ! Elle ne souhaite pas déclarer publiquement sa grève de la faim... Je... Oui !... Je peux faire quelque chose ? Bonjour Maman (*il l'embrasse*) ...Bien sûr... En effet... Quand dites-vous ?... Bien, merci beaucoup.

Mère d'Amon – C'était la prison ?

Amon – Le docteur.

Mère d'Amon – Qu'a-t-il dit ?

Amon – Safia est en dépression grave.

Mère d'Amon – Mon chéri.

Amon – J'y retourne cet après-midi.

Mère d'Amon – Tiens ! Mange un peu... Non ! Non ! Laisse la presse de côté, amour !

Amon – Les réfugiés sont victimes de violences dans les camps de...

Mère d'Amon – Allons ! Donne ! (*Elle regarde les différentes unes*) Ho ! Et puis c'est malin cette caricature de Safia en couverture du Canard enchaîné. « Les malheurs de Safia » Vraiment !

Amon – En effet, je n'ai pas besoin de ça... Merci maman.

N – Conseil des ministres.

Ministre de l'Intérieur – L'opposition serait plus avisée de ne pas souffler sur les braises.

Premier ministre – Comment peuvent-ils en venir à de telles comparaisons ? Ces percées violentes dans les camps de réfugiés en Italie et en Espagne ne sont pas à l'honneur de ces bandes de voyous, mais de là à les traiter de « nazis », il y a une marge tout de même. Ce n'est pas par leurs excès verbaux, mais par nos propositions politiques que l'on pourra sortir de ce climat de haine.

Ministre de l'Intérieur – Il faut aussi rappeler à l'ordre les éléments de la majorité qui critiquent la politique sécuritaire

du gouvernement. Je m'en charge aujourd'hui.

Premier ministre - Ils font tous de la « surenchère » pour des motifs politiques.

Guillaume - Comment réagit-on à l'interview que le secrétaire général de l'ONU a donné dans *Le Figaro*, aujourd'hui ?

Premier ministre - Ses prévisions concernant notre pays en matière de gestion de crise humanitaire ont de quoi faire frémir.

Guillaume - D'autant plus qu'on le sait tout à fait clairvoyant en la matière.

Premier ministre - Il envisage tout de même de nous faire passer devant une cour spéciale internationale.

Président - S'il joue à cela, je reviendrai sur mes différents engagements auprès des Nations unies, notamment en ce qui concerne les opérations de maintien de la paix à l'étranger.

Guillaume - Comment réplique-t-on à cette tribune ?

Président - Ses analyses se sont toujours révélées exactes.

Premier ministre - Nous n'avons plus de marge de manoeuvre.

Guillaume - Il faut rapidement trouver une réponse pour rassurer et reprendre la main sur l'opinion, sinon ça va nous échapper de toute part. Il nous faudrait une idée pour

adapter notre vieil état providence à l'actu sans faire trop de casse sociale.

Premier ministre - C'est votre ami. Vous pourriez peut-être lui demander conseil ?

Ministre de l'Intérieur - Revoir avec lui les scénarios possibles ?

Président - Il me les a déjà fournis.

Ministre de l'Intérieur - Alors ?

Président - Alors ? Excusez-moi, je suis perturbé. Guillaume, veuillez prendre le dossier vert dans mon attaché-case, je vous prie.

Guillaume - Voilà.

Président - Bon Dieu ! Que faut-il faire ? Céder est terrible mais tenir tête... tenir tête, est-ce que j'en suis capable ? Et à quelle fin ?

Premier ministre - Ce pourrait être pire en effet.

Ministre de l'Intérieur - La prudence s'impose.

Guillaume - Elle est même salutaire.

Président - Messieurs, voici les scénarios.

Silence

Président - Bien. Lisez tout cela. Il faut que vous m'aidiez à

prendre une décision. Je vous retrouve cet après-midi. Au travail.

(N -) *Il sort puis revient.*

Président - Ha ! Et puis au cas où, dites à l'armée de se tenir prête à déployer autant de camps humanitaires que nécessaire aux abords des anciens postes frontières, en particulier avec l'Espagne et l'Italie.

Argument N°13 / Ce n'est pas notre faute.

Faux ! Mais autant ne pas s'encombrer de remords, n'est-ce pas ?

La mise en oeuvre des règles du commerce international, telles qu'elles sont aujourd'hui définies par l'OMC, se fait au détriment de la souveraineté, notamment alimentaire, des pays du Sud. Vrai ?

Les politiques agricoles sont, pour une grande part, responsables de la ruine et de l'exode de millions d'agriculteurs. Et ne me dites pas que vous ne le savez pas.

Les pays riches sont également responsables du dérèglement climatique qui pousse des milliers de personnes au départ. Qui dit non ?

Par nos actes, nos modes de consommation, notre vote, nous sommes responsables des orientations de notre société. Il faut l'admettre, c'est par notre passivité collective, voire notre consentement tacite, que nous laissons se corrélérer l'enrichissement des uns et l'appauvrissement des autres. Mais bon, je ne voudrais pas vous mettre la pression.

N - Réunion de crise.

Président - Messieurs, je vous écoute.

Premier ministre - Il y a bien le scénario de la collusion qui nous semble permettre d'endiguer la dislocation du pays.

Ministre de l'Intérieur - On revient sur l'arrestation de Safia, on lui demande de collaborer au revirement de la politique du gouvernement afin d'éviter la crise humanitaire aux frontières et un désordre accru à l'intérieur. Parallèlement, on ouvre des camps pour accueillir les réfugiés.

Guillaume - En vous rapprochant de Safia, vous accordez les impératifs de droits civiques aux respects des sensibilités individuelles. C'est une renaissance qui naît du chaos. ça pourrait marcher.

Président - Un homme peut-il à ce point renoncer à ses principes ?

Guillaume - Oui, pour sauver le navire. Il est temps de penser le ticket. Safia est le nouveau visage de notre République. On ne peut pas s'en passer.

Président - Faut-il à ce point abandonner tout ce que nous avons fait ?

Silence

Président - Est-ce là ce que vous me conseillez tous ?

(N -) *Tous acquiescent de la tête.*

Président - Que faut-il faire en premier ?

Guillaume - Si je puis me permettre : la jeune femme d'abord. Il faut se rendre à la prison en public et la libérer à grand renfort médiatique. Prendre un peu de temps pour discuter avec elle en privé, la convaincre de vous accompagner dans ce tournant, ce qui ne devrait pas être trop difficile.

Premier ministre - Vous pourriez mettre Amon à contribution ?

Ministre de l'Intérieur - Pourquoi pas !

Guillaume - Mais non ! Ne perdons pas de temps. Il faut lui faire comprendre qu'elle devient l'architecte de cette nouvelle politique d'immigration, qu'elle en est le porte-étendard. Ce qui est dans notre intérêt, étant donné sa quasi-sainteté aux yeux de l'opinion publique.

Président - C'est la pire politique !

Ministre de l'Intérieur - Ce n'est pas votre faute.

Guillaume - Absolument. Mais faisons vite. La libération est la première chose à faire. Dans la foulée, à la sortie de la prison, vous déclarez que l'on s'occupera de tous les immigrés d'ici et d'ailleurs. Vous en mettez une couche comme quoi vous faites cela pour être cohérent vis-à-vis de l'international et vous annoncez que les camps sont d'ores et déjà prêts pour accueillir les réfugiés.

Silence

Guillaume - Il se fait déjà tard. Je m'occupe des médias. On passe donc au communiqué. On fixe le rendez-vous à neuf heures, demain à la prison ? Vous approuvez ?

N - En fin d'après-midi, Amon est à la prison. Safia refuse toujours les visites. *Il s'entretient avec le docteur.*

Amon - Comment va-t-elle ?

Docteur - Son état est problématique, je ne vous le cache pas.

Amon - Dites-moi.

Docteur - Lorsque l'on prend une peine au-delà de ce que l'on pouvait imaginer et que l'on passe de la maison d'arrêt à la prison... arriver dans les quartiers, c'est le monde de l'horreur.

Amon - Oui !

Docteur - Il n'est pas rare, après quelques jours, de plonger dans une détresse psychologique majeure.

Amon - Pff ! Quelles mesures prenez-vous ?

Docteur - Nous la mettons sous perfusion chaque jour en attendant qu'elle veuille bien s'alimenter de nouveau.

Amon - C'est son moral qui m'inquiète. Elle est sous calmant ?

Docteur – Oui. Voyez-vous, les effets des médicaments se feront sentir sous dizaine. Il faut être patient.

Amon – Et d’ici-là ? Que pouvons-nous envisager pour lui redonner un peu d’espoir ?

Docteur – Comme beaucoup, elle est bouleversée par la dimension tragique de la justice. Que fait-on dans ce genre de cas ? Soit on se révolte contre la société, soit on retourne sa révolte contre soi-même.

Amon – Et comme elle ne peut plus agir sur l’extérieur, le seul droit qui lui reste, c’est de se faire du mal.

Docteur – Nous le craignons. Elle bénéficie donc actuellement d’une protection de la part de notre personnel formé à la prévention du suicide en prison.

Amon – OK. Très bien.

Docteur – Et puis, nous allons d’ici peu la mettre dans un environnement avec kit de protection, où il est plus difficile de détourner les objets.

Amon – Promettez moi de faire au mieux.

Docteur – Bien sûr.

Amon – Bien. J’imagine que l’on ne peut rien faire de plus.

N – Safia écrit dans son carnet, de nuit, insomniaque.

Safia – « D’ailleurs, que font-ils des corps des morts ?
Papiers-violents. Dieu.

Qui donc appeler dans ce combat ? Je n’ai plus que les cendres de la foi de mes aïeux.

Je tombe. Mais non, je traverse. Je communie de mes mains avec le poids des cadavres. Je me rétrocede aux sans-papiers-patrie, aux miens, mon père et tous les morts noyés tombés des barques, congelés dans les airs, les camions frigorifiques, infectés par la terre. »

(N –) *Elle referme son carnet, se déshabille puis déchire son teeshirt en bandelettes. Et reprenant son carnet, elle le roule avec précaution et le tient fermement dans sa main.*

Safia – Commence la danse de chair de suie dans la rage.

Un unique rai ébloui sur la page du drap.

Ce refus. Se consume. Je renie feu la lumière qui brûle.

Rien d’autre dans l’usine nuit.

Celle du rond contours, des bras le long du mort, du teint de non-retour, debout devant la porte, j’avance sans le pouvoir... Accueillant le sommeil.

La corde claque.

Froid

N – Des militants sont postés devant une mairie parisienne avec leurs slogans : « Libérez Safia », « Stop aux expulsions », « Ouvrez les portes, on étouffe ! », « Ils travaillent ici, ils vivent ici, ils restent ici », *et cetera.*

Un petit groupe, arrivant de nulle part, envoie des projectiles dans les fenêtres de la mairie, provoquant la panique des employés et des manifestants.

Un groupuscule pénètre la mairie et se rend dans le bureau du maire. Ils le saisissent, cherchent son écharpe officielle, la positionnent sur lui.

D’autres, dans la rue, préparent des cocktails Molotov et les posent dans des chariots.

Le maire, sous bonne garde, est forcé de descendre. Une fois à l'extérieur, il est montré à tous, on l'insulte et on l'engouffre dans un fourgon banalisé. Ils disparaissent dans la circulation, laissant la mairie en flammes.

Le président est en route vers la prison. Comme une hallucination, un rêve par la fenêtre de la voiture, il regarde des hommes pleurer aux frontières, des rixes avec les militaires, la presse arrivant devant la prison, des gamins courant dans les rues et cassant ce qu'ils trouvent au passage, un enfant mort dans les bras de son père.

Le chef de l'armée est reçu à Matignon.

Général – Messieurs les Ministres, les frontières s'ouvrent et les camps sont déployés.

Premier ministre – Félicitations mon général.

Général – Il ne faut pas se féliciter trop vite.

Ministre de l'Intérieur – Ne vous dénigrez pas.

Général – Nos forces sont à peine suffisantes face à la masse humaine agglomérée à nos portes. Et on peut déplorer l'attitude de certains citoyens qui ne comprennent pas ce revirement. On a déjà trois morts sur les bras.

(N –) *Guillaume entre dans la salle.*

Guillaume – Les associations et les syndicats marchent unitairement dans la rue. Ils se dirigent vers l'Elysée, affichant leur volonté de se rendre coupables collectivement des mêmes délits que Safia. Yasmina est en tête du cortège.

Qu'est-ce qu'on fait ?

Premier ministre – Rien pour le moment.

(N –) *Le téléphone sonne, Guillaume répond.*

Ministre de l'Intérieur – Mais on ne va tout de même pas rester là, les bras croisés ?

Premier ministre – On attend que le président nous rejoigne.

Ministre de l'Intérieur – D'autant plus que l'on a un problème encore indéfini du côté de certaines mairies.

Guillaume – On vient de signaler que dix-neuf des vingt-quatre centres de rétention sont pris d'assaut par des émeutiers.

Premier ministre – Quelle merde !

N – Le président est maintenant à proximité de la prison. L'annonce dans les médias est passée : le chef de l'état revient sur sa politique et va libérer Safia dans l'urgence pour conjurer le désordre. Sa nouvelle alliée saura parler au peuple.

Mais Safia a déchiré ses vêtements avec ses dents, de petits lambeaux qu'elle a noués... résolue à se donner la mort. Elle s'est pendue aux barreaux de son lit renversé. Dans la main de Safia, son carnet enroulé. Son testament, des poèmes. Un brancard l'emporte, Amon est là. Il embrasse sa femme une dernière fois et se saisit des notes que Safia tient encore bien serré. Il ne les lit pas. Il s'effondre.

Lorsqu'on le prévient de la venue imminente du président, Amon change radicalement d'attitude, retrouvant son sang-froid habituel.

Jeux de gestes entre les deux hommes qui ne se parlent pas.

Le président se pose contre le mur à la vue du corps de Safia, main sur la bouche.

Puis il regarde Amon, va vers lui, tente de lui mettre la main sur l'épaule pour le réconforter. Amon rejette cette main d'un geste calme. Le président secoue la tête de droite à gauche et insiste encore.

Amon lui attrape fermement le bras, puis lui tord jusqu'à faire plier le président, les genoux au sol.

Un policier s'interpose. Amon lui sourit étrangement et se colle à lui. Le policier se dégage, il dégaine. Amon, voit l'arme pointée dans sa direction et par un geste fulgurant, le force à appuyer sur la gâchette. Il tombe, mort. Une balle en plein coeur.

Le chef de l'état se précipite sur Amon, le prend dans ses bras et sans s'en soucier, s'imprègne de son sang.

Président - Amon ! Amon ! Mon Amon !

N - Face au mur de journalistes, il devra sortir seul de la prison.

Simultanément, à Matignon, le gouvernement et le chef de l'armée continuent leur réunion. On peut entendre la télévision en bruit de fond.

Ministre de l'Intérieur - Le chef de la police m'apprend à l'instant qu'un peu partout, les mairies sont occupées, les émeutiers se mêlant aux manifestants. Les maires seraient

séquestrés et les communications coupées.

Premier ministre - Mon Dieu, regardez !

N - À la télévision, les corps de Safia et d'Amon sont emportés dans une ambulance de l'armée. On voit le président sortir de la prison par derrière, soutenu physiquement, sous le choc et ensanglanté. Il ne fait aucune déclaration et s'engouffre dans sa voiture.

Guillaume - Plus de joker pour contenir l'insurrection.

Premier ministre - La République est en chute libre.

Guillaume - La République et sa police contre une partie du pays.

N - Un peu plus tard, le président arrive à Matignon. Un hélicoptère est en vue de la fenêtre, prêt à décoller.

Président - Messieurs, merci d'être à vos postes.

Guillaume - Il faut bien continuer à tenir la barre, Monsieur.

Premier ministre - Nous sommes en plein chaos.

Ministre de l'Intérieur - Les frontières vacillent.

Président - Je le sais.

N - A la télévision des images aériennes montrent les mairies en feu.

Président – Nous sommes au bord du gouffre. Je ne sais plus où tourner les yeux car tout m'échappe.

Premier ministre – Faut-il décréter l'état d'urgence ?

Président – Oui !

(N –) *Il se poste devant la fenêtre et regarde l'hélicoptère.*

Silence

Président – Sans doute me reste-t-il un peu de souffle, mais je suis mort.

Silence

Président – Je ne peux plus rester à ma place.

Guillaume – Que voulez-vous dire ?

Président – La situation n'est plus tenable pour le gouvernement. Nous partons sur le champ.

Silence

Président – Je vous remets le commandement et vous confie le soin de restaurer l'ordre. Bon courage, mon Général !

Général – Bon voyage, Monsieur le Président !

Président – Vous venez avec nous, Guillaume ?

Silence

Guillaume – Heu ! Non. Non, je reste ici. Je dois, je vais rester ici.

Silence

Président – Bon ! Alors prenez soin de vous !

N – Le président va donc fuir... L'exil, cette option qu'il a tant interdite à d'autres. Aux frontières, les réfugiés s'écoulent enfin comme cette énergie neuve qui manquait dans nos veines. Ils pénètrent la frontière, sont entassés dans les camps de fortune levés par l'armée.

L'humanité rentre chez nous, la vie. La vie vient à elle-même.

Mais bientôt l'incompréhension, nos chers compatriotes, ceux qui nourris par la peur et les promesses d'état voulaient la peau de leur pays fermée, ceux pour qui l'armée vient de trahir le projet, viennent et nombreux, lynchent, pillent, tuent la cohorte des désœuvrés.

L'armée contre une partie du pays, en sang.

1. Estimation : Les Echos, 8/08/11 ; Le Monde, 13/12/11 : 28 000 personnes expulsées de l'hexagone + 33 000 à partir de Mayotte. France-Culture, 14/12/11 : Premier rapport annuel commun des centres de rétention administrative. Les arguments s'inspirent directement de l'ouvrage Sans-Papiers aux éditions Utopia.

2. Procès de Denis Lambert 15 juillet 2015, au tribunal correctionnel de Perpignan & procès de Rob Lawrie à Boulogne-sur-Mer le 14 janvier 2016

3. Sur la question de l'identité nationale, voir Gérard Noiriel, à quoi sert l'identité nationale, éditions Agone, 2007 ; Patrick Weil, La France et ses étrangers, éditions Grasset, 2008, Chamoiseau et Glissant, Quand les murs tombent, éditions Galade, 2007.

4. Chiffres issus de la Cimade et des rapports Bernard-Reymond, 2008 et 2009.

5. Chiffres Migreurop.

6. <http://www.cettefrancela.net/volume-1/descriptions/article/l-appreciationdu-prefet?artpage=2-7>